

La Brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

SOLDATS, VOICI VOS CHEFS !

En fait, les objecteurs pour motifs politiques devraient carrément être expulsés (du pays, réd.)." (Biel/Bienne, 15-16 février 1984) L'auteur de cette maxime ? Jörg Zumstein, la plus haute autorité militaire du pays, le chef de l'Etat-major général. Il aura suffi d'une initiative en faveur du service civil pour que le vernis libéral de ce fameux démocrate craque et qu'apparaisse, dans toute sa splendeur repoussante, le commandant de corps totalitaire. Le mot vous choque ? Il est pourtant de Zumstein lui-même, qui explique d'une part : "Je pense que, dès le moment où l'Etat se fait fort de sonder les consciences, il a quelque chose de "totalitaire" et réaffirme de l'autre : "Je pense que le tribunal militaire est capable, en examinant les motifs, de distinguer ce qui est authentique de ce qui ne l'est pas". Illogique, ce général pour temps de paix ? Pas du tout. Il a simplement fait, depuis belle lurette, le choix entre les droits démocratiques et la défense de l'ordre. De l'ordre bourgeois évidemment.

A la limite de la légalité, ses déclarations sur les objecteurs politiques ? Bien sûr. Mais quand l'armée part en campagne — même idéologique — elle n'a que faire de l'Etat de droit. Et nul ne trouve cela choquant.

Personne non plus pour s'étonner de ces meetings où des centaines, voire des milliers de militaires en uniforme viennent religieusement célébrer leur foi politique dans le réarmement de l'Amérique de Reagan et scander leur faim de crédits militaires supplémentaires, sous prétexte de "rapport de division". Pourtant le Règlement de service interdit expressément aux soldats de participer en uniforme à des manifestations politiques. Aux soldats seulement, pas aux galonnés ! Pendant que le corps des officiers applaudit l'invasion US à Grenade et voue aux gémonies le mouvement pacifiste, des centaines de milliers de travailleurs sont réduits au silence dès qu'ils passent l'uniforme. Le parti militaire existe, il agit, il s'exprime, ses déclarations sont complaisamment reprises par la presse. L'armée ne mérite son surnom de "grande muette" que lorsqu'il en va de nos droits de travailleurs et de soldats. Non décidément, Zumstein n'a rien d'un farfelu isolé, il n'a fait que traduire l'avis de ses pairs que mille fils relient au patronat, à la grande banque et à l'industrie.

Une image, dit-on, vaut souvent mieux que cent discours. Que l'on garde alors celle-ci en mémoire : les belles déclarations de Zumstein ont été faites sous le portrait du général Wille. Wille, le dictateur au petit pied qui, durant la guerre de 14-18, écrasa les libertés démocratiques; Wille, "le Prussien", qui proposa, en 1915, d'engager l'armée suisse aux côtés des Empires centraux; Wille, haï par la troupe et qui, à coup de marches forcées, crevait littéralement les fantassins; Wille, enfin, qui réprima avec brutalité nombre de luttes ouvrières.

Ces officiers supérieurs ne sont certes pas des aigles; ils ont toutefois le sens de la tradition. Celle qui relie Wille à Zumstein, c'est celle de la lutte permanente d'une minorité contre les intérêts de la majorité. Celle du maintien de l'ordre bourgeois contre les intérêts des travailleurs. Sabre au clair, s'il le faut.

La Brèche

Pologne :

L'ARMÉE EST MINÉE



FEMMES,

MATERNITÉ ET

CONDITION SOCIALE

Horlogerie :

"NATIONALISATION" PRIVÉE ET LICENCIEMENTS PUBLICS

Amiante :

Eternit contre-attaque : après la publication, par la commission "Ecologie et santé" du PSO, du livre *Poison et domination. Une multinationale de l'amiante* et l'écho public qu'il trouva, le trust de la famille Schmidheiny passe aujourd'hui à l'offensive. Le nouveau big boss d'Eternit, Stephan Schmidheiny se présente lui-même comme un "traître à l'amiante". Ses confidences ont trouvé une large place dans les colonnes de la Tribune-Le Matin (TLM du 31 janvier, article de Roger de Diesbach). Nous publions ci-dessous des extraits de la réponse à cet article faite par les auteurs de *Poison et domination*.

"(...) Tant mieux si Eternit renonce à l'amiante dans son fibro-ciment. Nous sommes les premiers à nous en réjouir. Mais, comme l'article le dit d'ailleurs, on renonce enfin à l'amiante après avoir cherché pendant plus de vingt ans à noyer la voix des scientifiques et des syndicalistes qui ont inlassablement dénoncé le danger. (...)

"Eternit a mis en route en 1975 son programme de remplacement de l'amiante dans son fibro-ciment, a mis ses premiers produits sans amiante sur le marché en 1983, et promet une renonciation totale à l'amiante pour 1990. Mais l'asbestose a été décrite pour la première fois en 1907, le cancer dû à l'amiante dans les années trente déjà, et c'est dès 1964 que le caractère gravement cancérigène de l'amiante a été reconnu comme étant prouvé par la

Quand Eternit laisse béton

communauté scientifique. (...)

"Quelle que soit la fibre mélangée au ciment, le fibro-ciment (l'"Eternit") est un matériau de construction médiocre, non recyclable, et plein de désavantages. Il continue de s'imposer aux professionnels du bâtiment par la force des habitudes et le poids de la publicité et du marketing d'Eternit. Le besoin en a été artificiellement créé. La totale disparition de ce matériau ne provoquerait la fermeture d'aucun chantier de construction. Il existe de nombreux autres matériaux excellents, tant traditionnels que nouveaux. Nous en donnons une longue liste dans notre livre, pour tous les usages. Par conséquent, la transition de quinze ans que s'est ménagée Eternit ne sert à rien d'autre qu'à lui permettre de conserver son marché. (...)

"La publicité que donne Eternit à son programme de remplacement de l'amiante sert, quoi qu'en dise la TLM, également à rassurer faussement les gens afin qu'ils acceptent l'utilisation, pendant plusieurs années encore de tonnages massifs d'amiante. 10 000 tonnes en 1983, 7000 tonnes en 1984, ce sont là encore des tonnages qui équivalent, en une seule année, à environ dix ans de consommation durant la première moitié du XXe siècle.

"Dans l'article de Roger de Diesbach l'arbre cache la forêt. Tout à sa fascination pour le beau programme de remplacement de l'amiante du "courageux" Stephan Schmidheiny, Roger de Diesbach passe comme chat sur braises sur tous les autres problèmes que pose l'utilisation de l'amiante. Pour n'en citer que quelques-uns que notre livre aborde :

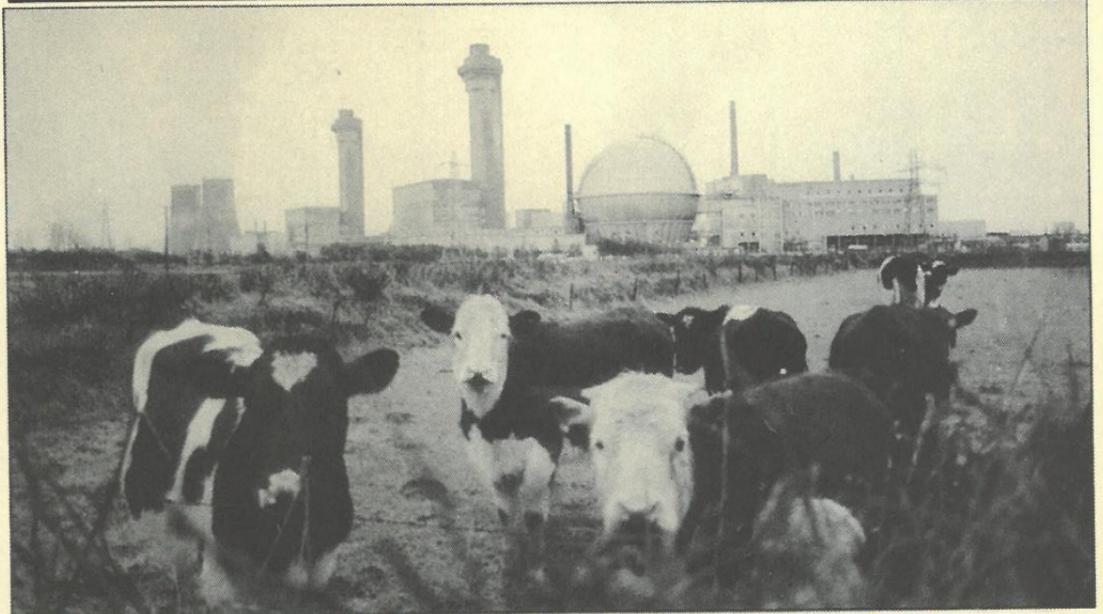
"- l'angoissant casse-tête chinois du millier de bâtiments floqués à l'amiante;

"- la bombe à retardement pour l'environnement et la santé publique que constituent les déchets d'amiante-ciment et les centaines de milliers de tonnes d'amiante-ciment que contiennent tant de bâtiments en Suisse. Ces bâtiments seront démolis tôt ou tard. Que va-t-on faire de dizaines et dizaines de milliers de tonnes de déchets d'amiante-ciment impossibles à recycler ? Qu'on pense à la décharge sauvage d'amiante-ciment de Grandson...

"- les 4000 m³ d'amiante-ciment que contient chaque tour de refroidissement de centrale nucléaire;

"- la manifestation encore à venir des cancers provoqués par l'orgie d'utilisation de l'amiante des années soixante et soixante-dix."

Pour les auteurs du livre
Poison et domination. Une multinationale de l'amiante
Robert Lochbead



Le complexe nucléaire de Windscale, qui retraite une partie des déchets suisses. Il a récemment changé de nom, devenant Sellafield. Pour que l'on n'en parle plus ?

Les accidents de la centrale de Windscale :

Vous reprendrez bien une tranche de nucléaire ?

La gastronomie britannique est peu prisée sur le continent. Pourtant elle ne manque pas d'inventivité, créant encore récemment le foie de génisse "à la Windscale". Pour réussir ce menu au goût étrange venu d'ailleurs, il vous suffit d'envoyer paître quelques bestiaux autour de la centrale nucléaire de Windscale, sur la côte ouest du Royaume-Uni. Au bout de quelque temps, le foie de ces animaux contiendra 500 fois plus de plutonium radioactif que celui de vaches élevées dans d'autres régions. Il retiendra aussi d'autres saveurs radioactives comme le césium et l'américium. Mais si seul le goût du plutonium vous intéresse, vous avez intérêt à vous rabattre sur le mouton de Windscale : les proportions de plutonium radioactif que son foie concentre sont mille fois supérieures aux quantités courantes.

Et ce n'est là qu'une des conséquences du fonctionnement, durant quelques décennies, du complexe nucléaire le plus polluant d'Europe, responsable à lui seul de plus de 76 o/o de l'ensemble de la radioactivité artificielle déchargée dans l'environnement européen.

L'histoire du complexe nucléaire de Windscale, entré en service en 1947, constamment agrandi et transformé depuis, n'est qu'une longue suite de "pépins". Pour la revue scientifique *Science et Vie* : "En trente-deux années d'existence, le complexe nucléaire de Windscale a été le théâtre d'une suite quasi ininterrompue d'incidents et d'accidents (...) On admet qu'en 30 ans d'existence, plus de 300 accidents plus ou moins sérieux ont eu lieu sur le site de l'usine nucléaire. Certains d'entre eux ont entraîné la contamination de plusieurs membres du personnel, d'autres la fermeture durant plusieurs années de certaines parties de l'usine."¹

L'incendie de 1957 et ses conséquences

Le 10 octobre 1957, à la suite d'une fausse manoeuvre, le cœur de l'un des réacteurs surchauffe. Des éléments radioactifs s'échappent, en particulier de l'iode 131. Un comité issu de l'entreprise qui gère la centrale et une commission parlementaire s'empressent de conclure que l'accident n'aura aucune suite fâcheuse pour la population.

Vingt-quatre ans plus tard, un biologiste, Peter Taylor, conclut que l'iode 131 relâché dans le ciel de Grande-Bretagne est responsable d'au moins 250 cancers de la thyroïde, qui ont entraîné la mort d'une douzaine de personnes. Ses conclusions sont confirmées en 1983 par l'organisme officiel chargé de la protection contre les radiations.

Pire : un autre poison a également été libéré en 1957, le polonium 210, un radioélément 200 milliards de fois plus toxique, à quantité égale, que l'acide cyanhydrique. Une douzaine de personnes en seraient mortes. L'émission de polonium 210 avait été soigneusement tue.

Notons en passant que ces découvertes ont été provoquées, entre autres, par une demande d'enquête faite par des scientifiques américains, désireux de connaître l'impact de l'iode 131 sur la population. Car lors de l'accident de Three Mile Island, à Harrisburg (Etats-Unis), la centrale sinistrée a aussi laissé s'échapper de l'iode 131...

A la suite de ces premières révélations, d'autres enquêtes ont permis de lever un peu le voile sur l'ampleur réelle du désastre.

La population en danger

Voici quelques-unes des constatations concernant la santé de la population avoisinant la centrale :

- * dans le village de Seascale (à 2,5 km du site), le nombre des leucémies chez les enfants de moins de 10 ans est dix fois supérieur à la moyenne nationale; dans cinq autres petites communes proches, le nombre des cancers affectant les jeunes de moins de 18 ans est quatre fois plus élevé que dans le reste de l'Angleterre;

- * dans la zone du complexe nucléaire, le nombre des cancers, tous types confondus, qui se sont déclarés chez les hommes est supérieur de 40 o/o à la moyenne nationale pour la période 1969-1973 et de 14 o/o pour la période 1974-1977;

- * dans cette même région, sévit un type de cancer très rare, le myélome multiple, qui touche la moelle rouge des os. Observé chez les survivants des explosions nu-

cléaires de Nagasaki et de Hiroshima, c'est l'un des seuls cancers dont on est certain qu'il est causé par les radiations. Son incidence est de 30 o/o supérieure à la moyenne nationale pour les hommes pour la période 1969-1973, ce taux passant à 130 o/o entre 1974 et 1977. Durant cette dernière période, il est de 180 o/o pour les femmes.

Le plutonium ? A la flotte !

Mais Windscale ne met pas seulement en danger l'homme et les animaux terrestres; elle s'attaque aussi à la mer. En 25 ans, la centrale a déversé environ 250 kg de plutonium dans la mer. Lorsqu'un milligramme de ce poison passe dans le sang, l'homme en meurt. Le 1er décembre 1983, des paquets d'algues mille fois plus radioactives que la normale étaient rejetés sur les plages voisines de Windscale. Auparavant, à la mi-novembre, des plongeurs de l'organisation écologiste "Greenpeace" aperçoivent une énorme flaque huileuse s'étaler à la surface de la mer, devant la centrale. L'aiguille de leur compteur Geiger s'affole, au point de sortir des limites de graduation (dont le degré supérieur correspond à une radioactivité ambiante 50 fois supérieure à la normale). Les quatre plongeurs furent sérieusement irradiés; une nouvelle fois Windscale venait de frapper.

Il ne manquera certainement pas de bonnes âmes bien intentionnées pour rappeler que Windscale est un "vieux clou", mal dirigé, mal géré. Et que son histoire n'a rien d'exemplaire. Peut-être; encore que les rapports concernant les centrales nucléaires américaines ne soient pas tellement plus rassurants. D'ailleurs, le fait que, partout dans le monde, les responsables des programmes nucléaires mènent une même politique de mensonges et d'omissions montre bien qu'il y a anguille sous roche. Car le fonctionnement "normal" d'une centrale exige l'impossible : l'absence de fautes ou d'erreurs, même minimes. Or cela, aucune entreprise humaine ne peut l'accomplir. Et le nucléaire civil continue de tuer.

Eric Peter

1. Françoise Harrois-Monin, "Windscale, le sale air de la peur", *Science et Vie* no 797, février 1984. Les données de notre article sont toutes tirées de cette étude, documentée, dont nous ne pouvons malheureusement pas reproduire toutes les révélations.

L'austérité dans les hôpitaux neuchâtelois :

"Comment veux-tu qu'on n'en ait pas ras-le-bol?"

La Brèche : Tu travailles à l'Hôpital Pourtalès. Comme ailleurs l'heure est ici aux économies. En sens-tu les conséquences à ta place de travail ?

— Oui, bien sûr ! Dans mon service le personnel a été réduit de près d'un tiers. Il y a à peine un an nous étions une trentaine. Nous sommes actuellement dix de moins, et pourtant le travail n'a pas diminué ! On ne sait plus où donner de la tête, on se sent dépassé, déphasé. C'est déprimant et pas du tout motivant. Je t'assure que dans les conditions actuelles personne chez nous ne se réjouit d'aller travailler. On est aussi plus souvent malade, on manque d'entrain. A force d'exiger trop, on craque. Les heures supplémentaires pèsent. Le soir on est crevé. Et avec ça on nous charge de responsabilités sans nous donner les moyens d'assumer nos tâches. Un exemple : la salle de surveillance. Plutôt que de former le personnel — les soins intensifs exigent des compétences particulières — ils ont préféré fermer cette salle, quitte à exiger plus de vigilance de la part des infirmières. C'est intenable. En quelques mois il y a eu sept démissions. C'est tout dire.

Le malade ? La santé des gens ? leur sécurité ? Ça a l'air d'être le dernier des soucis de tous ces gens qui imposent l'austérité dans le secteur de la santé. Comment veux-tu qu'on n'en ait pas ras-le-bol ?

*** Comment le personnel réagit-il ?**
— Difficile à dire. D'un côté il est clair que les gens ne veulent plus se laisser faire comme dans le temps. Les belles paroles sur la vocation, ça ne passe plus. Récemment on nous a expliqué que le travail dans un hôpital c'est spécial, qu'il ne pouvait être question de compter avec des horaires fixes,

* ENTRETIEN AVEC UNE TRAVAILLEUSE DE L'HOPITAL POURTALES.

Le canton de Neuchâtel n'a pas, à l'exception de deux établissements psychiatriques, d'hôpitaux cantonaux. Les subventions cantonales et celles des communes qui n'ont pas d'hôpitaux sont faibles (7,7 millions de francs sur un budget d'exploitation de 50 millions en 1984 à Neuchâtel) et tendent à diminuer. Les villes (Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds, Le Locle) supportent donc des charges financières relativement lourdes, puisque ce sont elles qui financent en majeure partie les frais d'exploitation des hôpitaux.

Il n'est dès lors pas surprenant que l'on cherche à faire des économies. Ce qui veut dire compression du personnel dans certains services, stress accru pour le personnel soignant et partant rapports peu satisfaisants entre le personnel hospitalier et les malades. Autant de problèmes qui ne pourront être résolus que difficilement au niveau communal et surtout pas dans une commune à majorité bourgeoise, comme celle de Neuchâtel. Autant de questions aussi qui concernent directement le Syndicat des services publics (SSP). Nous en avons parlé avec une travailleuse de l'Hôpital Pourtalès.

qu'on n'était pas aux PTT, etc. Tout cela pour nous faire accepter l'idée d'un horaire "flexible" et nous faire avaler les heures supplémentaires. Avec un chantage pénible : "si vous ne voulez pas brouiller de l'herbe...". Ça a révolté plusieurs d'entre nous. Mais tu sais qu'il est dur de s'opposer aux heures supplémentaires... pour une infirmière, c'est quasi impossible. Il y a le malade, une personne humaine qu'on ne peut pas laisser tomber. C'est exactement là-dessus qu'ils comptent. Plutôt que d'engager du personnel — ce qui serait bienvenu à Neuchâtel où il y a beaucoup de personnes au chômage — on débauche. Et pour ceux, et surtout celles qui restent, c'est la course permanente. On fait le poing

dans la poche. Les plus jeunes, celles qui n'ont pas de charges de familles ou moins d'attaches, partent. Dans l'espoir de trouver mieux ailleurs. Il faudrait qu'on s'organise. Jusqu'ici c'est un peu chacun pour soi. Mais on sent qu'il y a une sourde opposition. Sans que personne n'en parle, il y a eu un véritable boycott de la sortie organisée pour la fin de ce mois par le médecin-chef. Une façon de dire qu'on n'est plus d'accord.

*** Que fait le syndicat ? ou que devrait-il faire selon toi ?**

— Je suis syndiquée, mais on est trop peu. Il y a un malaise. Les gens ne luttent pas facilement. Le syndicat existe, intervient et parfois négocie. Mais quand il y a une petite

amélioration personne ne sait d'où elle tombe ! Le syndicat, personne ou presque n'y pense. Il faut dire que ce n'est pas facile. Il y a une très grande rotation du personnel. Les auxiliaires ne sont d'ailleurs plus engagées pour plus d'un an. A peine arrivées, elles repartent. C'est mauvais à tous points de vue. D'abord, et c'est le plus grave, on a de la peine à faire une bonne équipe. Les premiers à en souffrir ce sont, bien sûr, les malades. Mais de ça, les responsables s'en fichent. Leur politique est délibérée. Plus le personnel change, plus il est difficile de se défendre ensemble. Il faut toujours recommencer à zéro... Ça les arrange !

*** Existe-t-il un groupe syndical dans ton hôpital ?**

— Oui, mais ça ne marche pas toujours comme on voudrait. Il faudrait revoir notre manière de fonctionner. Remarque, il y a eu l'année dernière quelques bonnes propositions. Une information sur les 40 heures, contre le blocage du personnel. L'écho avait été bon. C'est ça qu'il faudrait reprendre maintenant. Les gens se rendent compte que ça ne peut plus durer comme maintenant. On sait qu'ailleurs ça ne serait pas forcément plus facile, et tout le monde ne peut pas "choisir" de s'en aller. Des femmes comme moi, de plus de 40 ans, on doit même se battre contre toutes les pressions pour retourner à nos casseroles. Il y a un terrain, j'espère qu'on aura les forces pour reprendre le dessus. En tout cas on est plusieurs à être d'accord de faire quelque chose.

SIP Genève :

CONTRE LA SPÉCULATION ET LES LICENCIEMENTS

Jeudi 23 février, le Parti socialiste (section Rive Gauche), le Parti socialiste ouvrier, le Parti du travail et les associations de quartier (Plainpalais et Jonction) lançaient en commun une campagne pour mobiliser l'opinion (tract "tous ménages" et pétition ci-dessous) contre les licenciements et la spéculation immobilière à la SIP (Société Genevoise des Instruments de Physique).

Halte aux licenciements et à la spéculation immobilière à la SIP !

Les soussignés demandent aux Autorités :

— d'utiliser l'ensemble des moyens à leur disposition pour s'opposer à toute opération immobilière spéculative sur les terrains de la SIP à Plainpalais, notamment par l'établissement d'un plan d'aménagement du quartier, priorisant la construction de logements sociaux HLM et d'équipements collectifs publics sur les parcelles de la SIP.

— d'exiger des responsables de la SIP qu'ils utilisent le produit de la vente des terrains pour le développement d'activités industrielles dans le canton et le maintien des emplois.

Cette pétition est lancée par le Parti socialiste ouvrier, le Parti du travail et le Parti socialiste section Rive Gauche, l'Association des habitants de la Jonction et le Groupement logement de Plainpalais.

La crise industrielle genevoise s'approfondit en effet et prend des formes inquiétantes. D'abord, bien sûr, les licenciements, le chômage et les baisses de salaire. Mais aussi les opérations immobilières qui se succèdent sur les terrains industriels laissés en friche (des centaines de millions sont en jeu...).

Or, il ne faut pas s'y tromper : les millions tirés de la spéculation foncière n'ont aucune chance d'être réinvestis dans l'industrie et de favoriser le maintien des emplois. Pour preuve, la SIP : la vente des terrains n'est assortie d'aucun plan de redéploiement industriel ; au contraire, les signes annonciateurs d'une liquidation prochaine se multiplient (ingénieur-inventeur de renom congédié, licenciements décidés à la tête du client, lieu d'implantation et dimension futurs de l'entreprise non précisés).

Victimes, donc, de ces restructurations fort lucratives : les travailleurs de la métallurgie, avant tout, et les habitants des quartiers populaires, menacés de hausses de loyers par l'implantation de centres commerciaux, administratifs et bancaires, dans le sillage de cette spéculation sur les terrains industriels.

Cela justifie une large unité pour la défense des emplois industriels, avec l'appui des partis de gauche, des organisations syndicales, de l'Association pour la défense des chômeurs... tournée vers l'action et travaillant de pair avec les groupes de quartier contre la spéculation. Cela implique bien sûr que l'on tourne le dos au fatalisme de la direction de la FTMH, qui semble considérer déjà la métallurgie genevoise comme un souvenir... pourvu que les travailleurs licenciés soient "convenablement" indemnisés par des plans sociaux.

Genève, fonction publique :

Les 40 heures, ce sera difficile

Contrairement aux promesses d'il y a deux ans, le Conseil d'Etat paraît en effet décidé à ne rien accorder. Et les deux socialistes qui y siègent sont loin de le contredire. A la suite d'un recours, un fonctionnaire a obtenu gain de cause contre l'embauche — systématique-

Six cents personnes ont suivi l'assemblée générale des travailleurs de la fonction publique convoquée le 8 février par les associations et syndicats. C'est un bon début. Mais il en faudra plus pour obtenir les principales revendications.

classes en-dessous de la classe de ment appliquée à l'Etat — deux

fonction. Depuis, le Syndicat suisse des services publics (SSP/VPOD) a déposé des centaines de recours du même type. Ducret, conseiller d'Etat aux Finances, ne veut rien entendre : il veut modifier la loi pour autoriser cette pratique plutôt que d'accorder l'engagement dans la classe de fonction. C'est l'une des revendications du mouvement actuel de la fonction publique.

Sur le temps de travail, même blocage. Les 40 heures — qui devaient être renégociées cette année selon les accords d'il y a deux ans, pourraient être envisagées dès... 1986. Pendant ce temps, dans les services, toutes les pressions sont exercées pour codifier le temps de travail, les pauses, les vacances. Au Grand Conseil, la droite annonce

une bataille serrée contre tout engagement de nouveaux fonctionnaires — alors qu'à l'hôpital, par exemple, les absences ne sont souvent pas remplacées. Dans l'enseignement enfin, une attaque en règle est en cours pour ne pas nommer les enseignants stagiaires, limiter les entrées en études pédagogiques, voire même mettre les nominations au concours.

L'assemblée du 8 février a adopté une série de revendications, notamment les 40 heures et 5 semaines de vacances, l'engagement dans la classe de fonction et la hausse des bas salaires, des heures de décharge accrues pour les délégués syndicaux. Une pétition est en cours pour appuyer ces revendications et préparer l'action dans les services. Ce sera nécessaire. Car on peut déjà prévoir — contrairement à ce que certaines associations souhaitent éviter — que le personnel devra se mobiliser pour obtenir gain de cause.

correspondant



Le mouvement de la fonction publique lors du 1er Mai 1981 à Genève.

Les travailleurs de Renault Billancourt manifestent à Lausanne



Mercredi 22 février, une centaine de salariés de Renault Billancourt ont manifesté leur refus déterminé de la politique de la direction de la Régie Renault et des licenciements en "descendant" à Lausanne pour "s'expliquer", dans les locaux de Renault-Finances, avec le directeur de la filiale financière du groupe suisse. Le drapeau du syndicat CGT était déployé aux fenêtres du siège luxueux de la filiale et, sur les murs, fleurissaient les autocollants syndicaux. Un spectacle inhabituel en Suisse ! Les autres salariés de l'immeuble recevaient, un peu éberlués le tract d'explication de ceux de Renault. La Brèche était présente sur les lieux et a demandé à Jean-Pierre Rossi, secrétaire du syndicat ouvrier CGT de l'usine Renault de Boulogne Billancourt, le but de cette action.

Jean-Pierre Rossi : Nous sommes venus à cent camarades, militants de la CGT, camarades ouvriers, camarades mensuels, camarades de différentes immigrations, manifester ici au siège de Renault-Finances notre désapprobation des orientations nationales et internationales de la Régie. Renault-Finances, comme son nom l'indique, a pour but de faire de la spéculation sur les différentes monnaies, principalement le dollar et le mark allemand. Nous réprouvons cette politique.

Nous considérons qu'il y a d'autres choses à faire avec cet argent, par exemple, des investissements dans les usines en France pour créer des emplois ou donner de la formation aux travailleurs, au lieu de faire de la spéculation. Je rappelle qu'en 1975, il y a eu une grève très importante en France. A l'époque, un des responsables de la Régie, M. Ouin, disait que les revendications ouvrières coûtaient cher, qu'il n'y avait pas à l'époque 25 milliards de francs pour satisfaire ces revendica-

tions. A la même époque, ici, Renault-Finances achetait des participations dans le café et dans la moutarde. Or on a appris, il y a quelques mois, ce que cela avait donné avec le trou de 60 milliards dans cette opération du café. Le représentant de la CGT, à l'époque, dans le conseil d'administration, avait été le seul représentant syndical à voter contre cette opération financière de la Régie.

* Avez-vous pu voir des pièces ou des documents qui démontrent la politique de la Régie et ses maigres financières ?

— Des éléments précis — comme c'est assez secret — c'est toujours difficile. Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir et avec la bataille syndicale que nous menons, on a accès à de plus amples informations qui nous permettent de cerner un peu mieux les choses.

* Mais pourquoi cette action "choc" aujourd'hui ?

— Nous avons organisé cette initiative parce que depuis lundi 9000 travailleurs de Renault Billancourt sont au chômage. Il y a des investis-

sements à réaliser en France, pour donner du travail. Il y a par exemple 180 000 voitures montées dans des usines à l'étranger qui sont réimportées en France et ensuite vendues sur le marché français. Et s'il y avait 100 000 véhicules qui étaient produits en France, cela permettrait de créer 5000 emplois. En ce qui concerne Renault Billancourt, il y a 22 000 R4 qui sont montées à l'étranger, réimportées en France et vendues sur le territoire national. Là aussi cela permettrait de créer 450 emplois et d'éviter ces semaines de chômage (c'est la deuxième en l'espace de trois mois !). Nous ne sommes pas hostiles à l'implantation d'usines à l'étranger si c'est pour s'implanter dans le marché de ce pays ou à partir de ce pays de gagner d'autres marchés. Nous voulons qu'il y ait un juste milieu, au niveau de la coopération nationale et internationale.

* Vous vous battez contre la Régie et sa politique de restructuration qui se fait au détriment des emplois. Demandez-vous une dimi-

nution du temps de travail pour tous les travailleurs de l'automobile et, en particulier, ceux de la Régie ?

— A partir des luttes, et depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, nous avons obtenu que la semaine légale de travail soit de 39 heures. Et compte tenu des problèmes de l'emploi qui se posent, nous nous battons pour arriver le plus vite possible à la semaine de 35 heures sans diminution de salaire. Et nous avons comme revendication dans l'immédiat, pour 1984 chez Renault, qu'il y ait une diminution de deux heures de la semaine de travail.

* Avez-vous le soutien, dans votre action, du gouvernement de gauche ?

— La CGT est une organisation syndicale qui a comme objectif la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs. Quel que soit le gouvernement, que ce soit un gouvernement de gauche ou de droite, nous nous tenons à ce qui est le rôle essentiel du syndicat, c'est-à-dire la défense des revendications. Il y a effectivement un certain nombre de problèmes actuellement. Nous sommes contre les restructurations annoncées par le gouvernement et depuis quelques semaines il y a de nombreuses luttes qui se développent dans le pays, dans les charbonnages récemment. En ce qui nous concerne il y a eu la semaine dernière une grève au niveau des usines Renault, par rapport aux questions des salaires 1983-1984, de l'emploi et de la réduction du temps de travail sans perte de salaire.

* La grève de Talbot a été récemment un "événement" pour le monde ouvrier français. Votre lutte rejoint-elle celle des travailleurs de Talbot pour le plein emploi et "zéro licenciement" ?

— En ce qui concerne le conflit de Talbot, la droite et malheureusement une partie de la gauche ont beaucoup mis en avant le problème des restructurations industrielles, de la robotisation, pour justifier les licenciements et les réductions d'emplois. En ce qui concerne Talbot, il ne s'agissait pas de cela, mais de la volonté de Peugeot de supprimer la fabrication des voitures Talbot en France et de les faire monter en Angleterre et en Espagne. En 1983 la production des voitures Talbot a diminué de 17 o/o en France et a augmenté de 42 o/o en Angleterre et en Espagne. Les suppressions d'emplois chez Talbot ne sont pas le fait de la modernisation de l'entreprise : Peugeot veut se "désengager" en France. Et c'est valable pour d'autres secteurs. C'est aussi valable pour Renault, et pour différentes branches industrielles. On est en train d'essayer de trouver un bouc émissaire qui serait la modernisation et la robotisation pour justifier un certain nombre de suppressions d'emplois. Et là-dessus, nous ne sommes effectivement pas d'accord !

correspondant

Bâtiment :

VERS LA CONFRONTATION AVEC LE PATRONAT

Le 18 février dernier les représentants des maçons et manoeuvres de la FOBB (Syndicat du bâtiment et du bois), réunis en conférence professionnelle nationale, ont rejeté le résultat ultime des négociations avec le patronat concernant le réajustement des salaires au coût de la vie. Dans la foulée ils ont décidé la dénonciation anticipée de la Convention collective nationale de la maçonnerie et du génie civil.

Cette décision est d'une importance capitale car il s'agit du principal contrat collectif du secteur de la construction. Elle a été acquise à une très large majorité et contre l'avis des dirigeants syndicaux les plus directement concernés : elle a en effet réuni 84 voix, contre 47 pour l'acceptation du compromis négocié, et cela après une bonne trentaine d'interventions à la tribune.

Une volonté de riposter au durcissement patronal

Les maçons et manoeuvres en ont ras-le-bol, et si on fait la tournée des chantiers on se rend compte qu'ils ne sont plus d'accord de subir le diktat patronal.

Depuis deux ans les entrepreneurs ne paient plus que les deux

tiers de la compensation du coût de la vie. Les ouvriers se rendent compte que les patrons veulent réduire leur pouvoir d'achat et mettre en question l'utilité des syndicats.

En 1983 ils avaient payé 4 o/o au lieu des 6,1 o/o requis; en 1984 ils voulaient payer 1,5 o/o au lieu des 2,1 o/o demandés et cela non pas depuis le 1er janvier mais seulement à partir du 1er mars. Et ces 1,5 o/o n'ont été obtenus qu'en dernière minute, lors d'une dernière tentative de conciliation. Au départ les patrons offraient 1 o/o de la masse salariale de chaque entreprise, distribué "à la tête du client" !

Mais les délégués à la Conférence professionnelle voulaient aussi donner une leçon à leurs dirigeants :

Il faut en effet savoir que les représentants syndicaux à la "commission de surveillance" qui négocia le dernier compromis de 1,5 o/o sont intervenus à la Télévision, sur pression des patrons, pour empêcher qu'elle ne montre le dépôt au siège de la Société suisse des entrepreneurs à Zurich, du produit d'une récolte "charitable" faite par les sections romandes de la FOBB. Cette collecte publique avait été organisée pour se moquer des patrons et sensibiliser l'opinion publique aux problèmes des ouvriers de la construction. Ce recul honteux des dirigeants syndicaux ne fut pas du tout du goût des militants syndicaux de la base.

L'obligation de se battre

A présent, c'est l'épreuve de force. Les entrepreneurs vont très probablement se cabrer. Il sera nécessaire de mobiliser tout le syndicat et un maximum d'ouvriers concernés, pour obtenir une nouvelle convention collective nationale. Les travailleurs de la chimie ont prouvé récemment, qu'une telle mobilisation était possible. Que les

ouvriers de la construction leur emboîtent le pas !

Dans les mois à venir il sera nécessaire :

- d'informer les saisonniers dès leur entrée en Suisse;
- d'intensifier très nettement la présence syndicale sur les chantiers;
- d'organiser rapidement une consultation mobilisatrice et démocratique des ouvriers sur le cahier de revendications;
- de constituer dans un maximum de sections des groupes de militants actifs en coordonnant leur action à l'échelon national;
- d'informer régulièrement et avec l'ouverture la plus large les ouvriers concernés et l'opinion publique sur l'évolution des relations avec l'association patronale;
- de préparer dès à présent une manifestation nationale pour début juin, lorsque la Convention collective aura perdu sa validité.

Les instances centrales du syndicat vont se réunir les 9 et 10 mars prochains. Elles devront décider du programme de mobilisation. Affaire à suivre donc.

"Les Français n'ont jamais été égaux devant la mort : de tout temps l'espérance de vie d'un rentier a été supérieure à celle d'un manoeuvre ou d'un boulanger. Mais au lieu de se réduire cet écart s'accroît depuis 25 ans..."¹ Cette affirmation, basée sur des données officielles de l'INSEE, dément brutalement certains lieux communs bien ancrés. Nombre de grandes études récentes montrent que dans les pays économiquement développés, non seulement l'espérance de vie stagne mais que l'inégalité face à la maladie ou à l'espérance de vie n'a cessé de s'accroître entre les différentes catégories socio-économiques. Soulignons que les études qui paraissent actuellement ne prennent pas encore en compte les résultats de la période de grave crise économique actuelle, qui certainement ne feront qu'aggraver les résultats de ces vingt-cinq dernières années. Cette inégalité touche l'homme en ce qu'il a de plus élémentaire, sa vie, et met en cause une de ses aspirations les plus légitimes, "être en bon état de vivre" !

"Tous les être humains naissent libres et égaux en dignité et en droit..." dit la Déclaration universelle des droits de l'homme (10 décembre 1948, art. 1)...

... MAIS CERTAINS NAISSENT PLUS ÉGAUX QUE D'AUTRES

La chance pour une femme de mettre au monde un enfant sain et viable, la possibilité pour un enfant de jouir d'un développement normal sont aussi étroitement dépendantes du niveau social et économique.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) énumère ainsi les différents indicateurs de "chances" à la naissance : "La mortalité infantile, la mortalité périnatale, la prématurité et le LBW (low birth weight) évoluent plus ou moins de pair et sont de très fiables indicateurs du stade de développement d'une société, de l'état de santé d'une population"². Reprenons-les un à un.

* La mortalité infantile (nombre de décès durant la première année de vie pour 1000 naissances vivantes) est en moyenne dix fois plus élevée dans les pays en voie de développement que dans les pays industrialisés (150 o/oo contre 15 o/oo selon les *World's Children data Sheet*).

* La mortalité périnatale (mort-nés et enfants morts durant la première semaine de vie pour 1000 naissances) était aux USA en 1976 de 21 o/oo pour l'ensemble de la population. Mais si l'on considérait uniquement la population noire, indienne, portoricaine et blanche pauvre du Sud ce taux s'élevait alors à 40 o/oo³. Répétons que l'écart s'est certainement encore creusé considérablement sous l'effet conjugué de la crise économique et de la politique sociale criminelle de Reagan.

En Suisse ce taux est parmi les plus bas d'Europe, avec la Suède et la Bulgarie, mais vu de plus près il nous réserve des surprises : par exemple si le taux de mortalité périnatale est de 10,8 o/oo en 1977 pour les enfants légitimes il fait plus que doubler pour les enfants naturels (21,8 o/oo)⁴. Or nous pouvons, en nous appuyant sur les données recueillies entre autres par l'équipe du professeur Minkowski à la Maternité de Port-Royal, émettre l'hypothèse qu'en Suisse comme en France les grossesses illégitimes se rencontrent beaucoup plus fréquemment dans les milieux à scolarité courte et à bas revenu. Nous voyons donc qu'en Suisse, bien que le taux global soit bas, les écarts sont très importants entre catégories sociales. (Il est intéressant de savoir qu'en Suisse l'on ne dispose pas de statistiques donnant la mortalité périnatale ventilée par exemple selon le niveau socio-économique ou le type de profession des parents, chiffres que l'on peut trouver pour la majorité des pays européens...)

* La prématurité (enfants nés entre la 28^e et la 37^e semaine de grossesse). Selon une étude allemande, le taux de prématurité est à peu près le même pour les femmes étrangères et les femmes allemandes hospitalisées en salle commune (9,2 o/o); par contre il est nettement moindre pour les femmes allemandes hospitalisées en divisions privées (4,9 o/o)⁵.

* Le LBW ou enfants de petit poids à la naissance (moins de 2500 grammes) est une définition de plus en plus utilisée comme indicateur de santé, car d'une part il est beaucoup plus facile à mesurer dans toutes les situations que le nombre de semaines de gestation, et que d'autre part il paraît aussi nettement lié aux conditions de santé que les autres facteurs.

LES RISQUES ET LEURS CONSÉQUENCES

Or si chacun peut imaginer la réalité directement dramatique qui se cache derrière les taux de mortalité infantile, on connaît souvent moins bien les conséquences de la prématurité ou du LBW. Ce groupe d'enfants à risque présente un taux de mortalité périnatale et de mortalité infantile plus élevé, une susceptibilité accrue à la maladie, un taux de handicap plus important que les autres enfants. Une étude britannique a démontré que la prématurité triplait le risque d'arriération intellectuelle, et qu'il existait une corrélation significative entre atteintes neurologiques majeures et LBW⁶. En 1969 "en France la mortalité périnatale était alors de 26 o/oo. Chaque année 22 000 enfants mouraient durant les quinze semaines de la période périnatale et 40 000 selon des estimations valables souffraient d'un handicap acquis ou manifesté durant cette période, dont 25 000 de déficience mentale."⁷ Parmi les handicaps les plus fréquemment rencontrés citons l'infirmité motrice cérébrale, et d'autres affections du système nerveux central, les troubles de l'ouïe et de la vue (étude OMS déjà citée).



Interfoto

FEMMES, MATERNITÉ ET CONDITION SOCIALE

N'importe qui aura pu constater, par son expérience, qu'il est plus facile à une femme de milieu aisé d'assumer une grossesse qu'à une vendeuse, une coiffeuse ou une ouvrière. Le dossier que nous publions ici — pour le 8 mars, journée internationale des femmes — appuie ce constat empirique de données vérifiées par plusieurs recherches. L'influence des conditions de vie, de revenu et de travail sur le déroulement d'une grossesse y est étudiée de près, montrant combien, si toutes et tous naissent égaux "devant la loi", certains sont en fait plus égaux que d'autres... Ne serait-ce que parce que leur mère n'habite pas au troisième sans ascenseur ou parce qu'elle n'a pas dû travailler avec les bras constamment levés. A quelques mois de la votation sur l'initiative-maternité — combattue par la droite bourgeoise qui clame le "droit à la vie" — ce dossier donne de nouveaux arguments en faveur de cette initiative.

Le véritable coût social et affectif de telles situations n'est évidemment pas "calculable". Mais les USA et la France qui, au début des années soixante-dix, ont mis sur pied des programmes de santé publique visant à prévenir la grossesse à risque, ont effectué des estimations de tels programmes. Il en ressort que ces grossesses à risque coûtent cher à la société alors que des mesures de prévention reviennent infiniment moins cher. Aux USA le coût financier des handicaps périnatals fut évalué à 15 milliards de dollars par an, soit 2,5 o/o de la production intérieure brute. En France où, après dix ans d'un programme de prévention national, la mortalité périnatale a passé de 26 o/oo à 15 o/oo avec une réduction parallèle du taux des handicaps, l'estimation du coût de la politique mise en place fut de 0,9 milliard de francs français pour un avantage économique de 7 milliards !

LES CAUSES DE LA GROSSESSE À RISQUE

Une grossesse à risque est une grossesse qui présente une probabilité plus élevée de complications que la moyenne. La littérature scientifique⁸ distingue deux groupes de causes : les causes identifiables et les causes "idiopathiques". Les causes identifiables (qui varient selon les études entre 30 et 60 o/o du total des causes !) sont soit maternelles (infections, hypertension artérielle, diabète, dénutrition, carences, etc.), soit ovulaires (grossesse multiple, incompatibilité rhésus, malformation, problèmes placentaires, etc.).

Les causes "idiopathiques" sont celles dont on ignore le mécanisme pathologique. Les études à ce sujet démontrent simplement une corrélation statistique entre certaines situations et une fréquence élevée de grossesses à risque.

Parmi ces causes citons : l'âge de la mère (moins de 20 ans ou plus de 36 ans), la taille, son poids, la race et la nationalité, l'état civil, les antécédents obstétricaux (grossesses rapprochées, avortements, fausses couches, grossesse non désirée, etc.), la consommation de tabac ou d'alcool durant la grossesse, le type de travail durant la grossesse et la fatigue qu'il occasionne, le nombre d'heures et le genre de transport durant la grossesse, le nombre de consultations prénatales, etc.

Cette énumération, non exhaustive, fait ressortir que la plupart des facteurs de risques ont comme dénominateur commun le niveau socio-économique des parents, il est certainement le pivot central des inégalités constatées quant à l'issue de la grossesse. "Un faible niveau socio-économique est plus fréquent chez les patientes ayant accouché avant terme que chez les patientes témoins; un niveau élevé diminuera de façon nette l'incidence de la prématurité." (*Revue française de gynécologie et d'obstétrique*, vol. 75 no 6, Paris 1980)

En Suisse par exemple le taux de mortalité périnatale a diminué plus brutalement à partir de 1975 que durant les dix années précédentes, vraisemblablement du fait du départ massif des travailleurs immigrés de notre pays⁹. Au vu d'études suisses alémaniques comparant le taux des grossesses à risque chez les femmes suisses et immigrées¹⁰,

cette corrélation semblerait se confirmer, mais les facteurs génétiques ne sont certainement pas seuls en cause ! "Ainsi, les chercheurs ne sont guère unanimes quant à l'influence des facteurs ethniques et génétiques que l'on confond souvent avec des différences sociales, culturelles et économiques." (bulletin de l'OMS, déjà cité)

Et bien sûr, nous ne savons que trop la place occupée massivement dans notre pays, dans les catégories sociales les plus basses, par les travailleurs immigrés. Pour permettre une évaluation des facteurs de risque lors d'une grossesse, l'équipe du professeur Papiernik en France a établi un tableau permettant de calculer le coefficient du risque d'accouchement prématuré (tableau ci-dessous). Le risque

COEFFICIENT DU RISQUE D'ACCOUCHEMENT PRÉMATURÉ

1	- 2 enfants ou plus sans aide familiale - bas niveau socio-économique	- 1 curetage - court intervalle après grossesses précédentes (1 an entre acc. et féc.)	- travail à l'extérieur	- fatigue inhabituelle - prise de poids excessive
2	- grossesse illégitime non hospitalisée en maison maternelle - moins de 20 ans - plus de 40 ans	- 2 curetages	- plus de 3 étages sans ascenseur - plus de 10 cigarettes par jour	- moins de 5 kg de prise de poids - albuminurie - hypertension + de 13 + de 8
3	- très bas niveau socio-économique - moins de 1,50 m - moins de 45 kg	- 3 curetages ou + - utérus cylindrique	- longs trajets quotidiens - efforts inhabituels - travail fatigant - grand voyage	- siège à 7 mois - chute de poids le mois précédent - tête basse - segment inférieur formé
4	- moins de 18 ans			- pyélonéphrite - métrorragies du 2 ^e trimestre - col court - col perméable - utérus contractile
5		- malformation utérine - 1 avortement tardif - 1 accouchement prématuré		- grossesse gémellaire - placenta praevia - hydramnion

s'accroît de haut en bas du tableau, de 1 à 5 on calcule la somme des points accumulés par la mère, et si le total est supérieur à 10 la grossesse est dite à risque. Il est intéressant de noter que vivre au troisième étage sans ascenseur est aussi dangereux que de présenter une hypertension durant sa grossesse; qu'avoir de longs trajets quotidiens est aussi dangereux qu'un utérus cylindrique !

LE TRAVAIL C'EST LA SANTÉ !

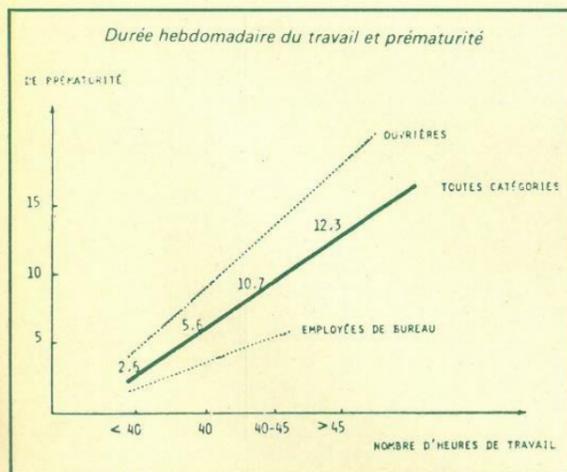
La fatigue liée au travail durant la grossesse est un des facteurs le plus massivement reconnu comme dangereux. Pour analyser plus en détail ce point central, nous nous référons tout au long de ce paragraphe à deux enquêtes nationales françaises de l'INSERM de 1972 et 1976 ainsi qu'à une remarquable enquête menée dans deux grandes maternités de Lyon et de Haguenau par les professeurs N. Mamelle et P. Lazar, de 1977 à 1978.

La fatigue ressentie par les femmes au cours de l'exercice professionnel a été appréciée de manière subjective : qualité bonne ou médiocre de leur travail et de son environnement, "pénibilité" particulière ressentie durant la grossesse, et de manière objective à partir d'une description très analytique des conditions de travail incluant : posture, travail sur machine, répétitivité des gestes, charges physiques, charges mentales, environnement (chaleur, bruit, éclairage, manipulation de produits toxiques) et transports. Ces éléments analytiques ont permis de construire des "indices de fatigue professionnelle". Parallèlement des indices de "fatigue familiale" ont été définis. En ce qui concerne l'issue de la grossesse, deux facteurs ont été pris en compte : la prématurité et le LBW.

Les résultats sont éloquentes !

* Prématurité et durée hebdomadaire du travail.

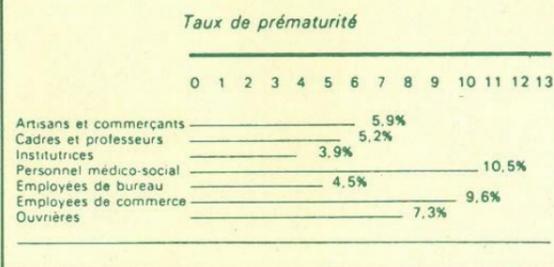
Quelle que soit la catégorie professionnelle, il apparaît une relation linéaire significative entre le taux de prématurité et la durée hebdomadaire du travail : travail à temps partiel : 2,6 o/o de naissances prématurées; 40 heures : 5,6 o/o; 40 à 45 heures : 10,7 o/o et 12,3 o/o au-delà de 45 heures.



* Catégories professionnelles et risque de prématurité.

Le personnel de service (vendeuses, serveuses, etc.) présente un taux de prématurité de 10 o/o, donc proche du maximum enregistré.

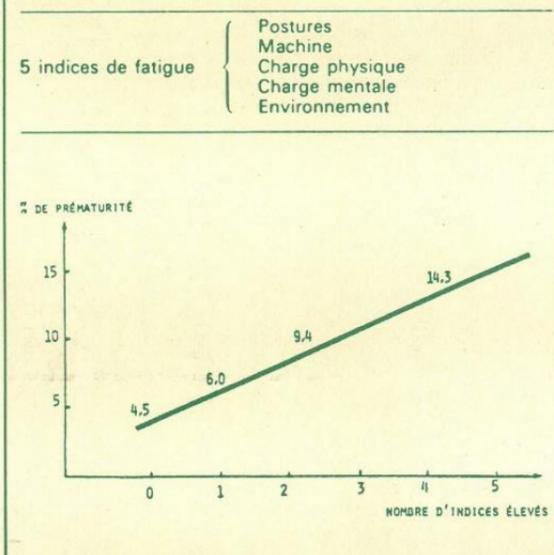
Catégories professionnelles de la femme et prématurité



* Indices de fatigue professionnelle et prématurité.

Le cumul des sources de fatigue est déterminé par le nombre d'indices de fatigue et le temps de travail. La relation est linéaire entre l'augmentation du nombre d'indices et l'augmentation du taux de prématurité. Les variations du taux semblent particulièrement sensibles aux indices : posture, travail sur machine, charge physique, charge mentale et environnement. Dans cette étude, plus de la moitié des femmes cumulaient de 3 à 5 sources de fatigue concomitantes et assumaient ainsi un risque pour leur enfant trois fois plus important que les femmes ne montrant aucun indice et travaillant dans de bonnes conditions d'environnement.

Indices de fatigue professionnelle et prématurité



Il est intéressant de noter que parmi les postures les plus "dangereuses" se trouve la position debout les bras au-dessus de la tête, position qui est celle, par exemple, des coiffeuses presque constamment !

UNE CONSTATATION SURPRENANTE... QUI NE L'EST PAS VRAIMENT

Les résultats comparant les taux de prématurité chez les femmes travaillant à plein temps et les femmes dites sans profession montrent un taux plus élevé de prématurité chez les "ménagères" ! Or il n'apparaît pas de relation entre tâches ménagères lourdes et prématurité. Quelle bonne occasion pour les médias, qui d'ailleurs ne s'en sont pas privés, de dire que "le travail exerce un effet protecteur". Mais à y regarder de plus près il apparaît que les groupes de femmes au foyer ayant un taux de prématurité élevé présentent un profil sociologique particulier : près du double de femmes migrantes et d'épouses de manœuvres. Le niveau socio-économique joue donc un rôle déterminant. Une analyse spécifique portant sur les seules accouchées françaises montre les effets différents du travail des femmes sur le taux de prématurité, selon les catégories de niveau de vie. Les femmes de condition socio-économique élevée ont un taux de prématurité faible, celui-ci s'élève un peu si la femme travaille. Alors que pour les femmes de condition socio-économique moyenne ou faible le rapport s'inverse. L'élévation du niveau économique du couple induite par le salaire de la femme produit cette relative "aspiration vers le haut".

Cela se trouve confirmé par le fait que les taux les plus bas se rencontrent chez les femmes travaillant à mi-temps, et que celles-ci appartiennent majoritairement aux couches moyennes et élevées de la population.

Mais il est bon toutefois de rappeler que les taux de prématurité les plus élevés chez les femmes "sans profession" sont malgré tout inférieurs à ceux rencontrés chez les femmes travaillant plus de 45 heures !

LA PRÉVENTION, ÇA MARCHE !

Ces mêmes études démontrent que lorsque les conventions collectives prévoient des changements de poste ou des

diminutions du temps de travail pour les femmes enceintes, ces mesures s'accompagnent d'une diminution significative du taux de prématurité.

Il est bien entendu difficile d'exiger des modifications de poste (travailler assise plutôt que debout) ou une diminution du temps de travail quand, comme en Suisse, une protection même élémentaire contre les licenciements n'est pas assurée. L'ignorance des risques courus par la mère au travail a pour conséquence un désintérêt des organisations syndicales pour ces revendications. Cela même dans les secteurs où sont occupées beaucoup de femmes (par exemple dans le secteur hospitalier où les facteurs de risque s'accroissent : travail long, station debout, charges physiques et mentales lourdes, etc.). C'est pourquoi il faut stimuler partout la diffusion de ces informations et exiger dans les entreprises un allègement des conditions de travail les plus pénibles pour les femmes enceintes ainsi qu'une diminution du temps de travail et un allongement du congé de grossesse.

UN AUTRE FRONT DE LA PRÉVENTION : LES MESURES DE SANTÉ PUBLIQUE

Le programme français de prévention de la grossesse à risque, au début des années soixante-dix, recommandait entre autres mesures de santé publique :

- l'augmentation des visites prénatales (le professeur Minkowski recommande dix visites minimum alors qu'en Suisse quatre visites seulement sont intégralement remboursées);

- le dépistage lors de ces visites des grossesses à risque et l'orientation de ces patientes vers des centres spécialisés en néonatalogie.



Bas niveau de vie, double journée et mauvaise posture au travail : le taux de prématurité s'envole alors.

Ces mesures, parmi d'autres, ont permis de diminuer presque de moitié le taux de mortalité périnatale et ont vu un décroissement parallèle du taux des handicapés 11.

Les bénéfices sont énormes du point de vue strictement financier. Mais c'est évidemment la somme de souffrances et de malheurs évités qui fait la grandeur de la victoire ! Ne pas se donner les moyens de réaliser une bonne prévention de la grossesse à risque, ne pas protéger efficacement la maternité est d'autant plus intolérable que dans ce domaine, contrairement à d'autres, la prévention a fait ses preuves.

Lisa Loiseau

1. Guy Desplanques, "L'inégalité sociale devant la mort", in *Economie et Statistique* no 162, cité par *Le Monde* du 10 février 1984. Nous soulignons.
2. *Rapport trimestriel de statistique sanitaire mondiale* 33/3, OMS, 1980.
3. Alexandre Minkowski, *Pour un nouveau-né sans risque*, Stock, 1981. Les définitions de la mortalité périnatale varient un peu selon les pays mais sont, en gros, comparables.
4. *Indicateurs sociaux pour la Suisse*, vol. 1, 1981.
5. *Therapeutische Umschau* 1975, vol. 32, no 9.
6. Davie, Butler, Goldstein, Londres, 1972.
7. Monnier, Deschamps et al., *Santé publique*, Sinap, 1980.
8. Janacek et Welti, *Gynaekologische Rundschau*, 1978; A. Weil et al., *Zeitschrift für Geburtshilfe und Perinatologie*, 1978; in Minkowski, op. cit.
9. *Indicateurs sociaux pour la Suisse*, vol. 1, 1981.
10. *Therapeutische Umschau*, septembre 1975.
11. Taux de mortalité périnatale : 1969 : 26 o/oo, 1980 : 15 o/oo. Rumeau-Rouquette C. et col., "Evaluation épidémiologique du programme de santé en périnatologie", in *Revue Epidémiologie sociale* 1977 25 / 107-129.

Canton de Berne, initiative unitaire :

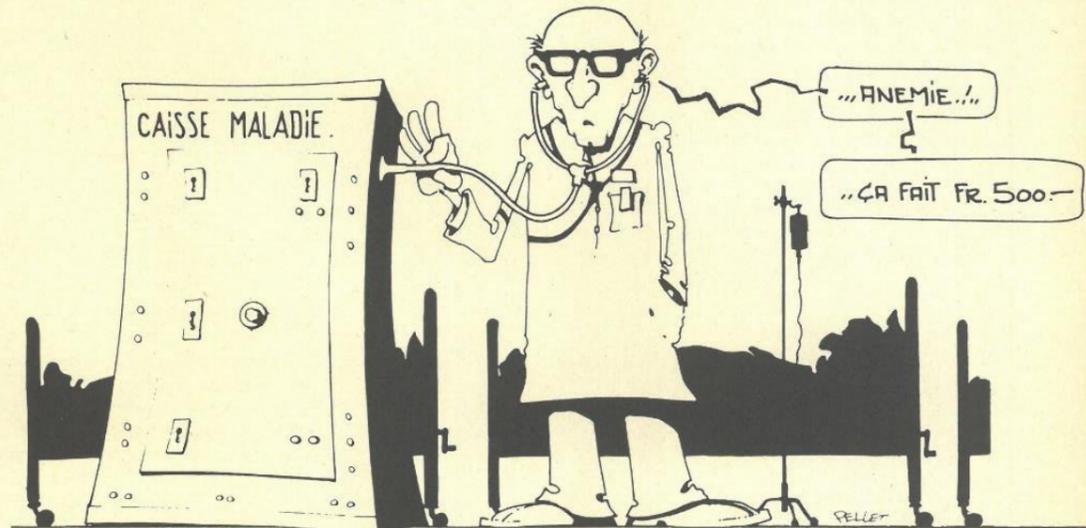
Pour une assurance maladie sociale

Lancée par les POCH et le PSO, soutenue également par le PSA et l'un des groupes "verts" du canton, l'initiative "pour une assurance maladie sociale" a connu un succès important dès son lancement. C'est en effet déjà par milliers que les salarié(e)s l'ont signée devant les bureaux de vote le 26 février, témoignant par là de l'acuité du problème des primes des caisses-maladie.

L'assurance maladie ne doit pas devenir un luxe

Sous l'effet conjugué de l'augmentation des coûts du secteur hospitalier et des réductions draconiennes des subventions de la Confédération aux caisses-maladie,

les primes de celles-ci doublent en moyenne tous les deux ans. Une famille avec deux enfants consacre désormais en moyenne un salaire mensuel chaque année pour le paiement de ses cotisations. Et les projets de la bourgeoisie en matière d'économie dans le domaine de la



santé vont encore peser plus lourd sur les assurés. Les attaques les plus scandaleuses ont pour nom l'introduction du système bonus/malus dans l'assurance maladie. Mais la solidarité entre les malades et les bien portants est déjà mise en question actuellement avec le développement des assurances maladie collectives qui n'assurent qu'une catégorie de personnes (entre 20 et 65 ans) selon leur taux de risque, laissant ainsi les rentiers AVS payer plusieurs centaines de francs chaque mois pour leur assurance.

Dans ce contexte, l'initiative exige que les personnes à bas et moyen revenu soient obligées de s'affilier à une caisse. Mais parallèlement, le canton devrait prendre à sa charge une partie des primes. Cette assurance obligatoire toucherait environ un tiers de la population du canton. Pour une famille, la réduction des primes atteindrait environ 1000 francs par année.

Améliorer les prestations

L'initiative exige que, pour les personnes obligatoirement affiliées, aucune réserve, réduction ou exclusion ne soient possibles, de sorte que l'entièreté des prestations devra être couverte par les caisses, respectivement par le canton.

L'initiative exige de plus le remboursement des prestations de médecine préventive (planning familial, soins à domicile, etc.) de manière à faire baisser les coûts de la

santé tout en améliorant la qualité du système de soins.

Enfin l'initiative exige que les femmes ne soient plus discriminées par le paiement de 10 o/o de primes supplémentaires.

Une bataille commune contre l'austérité

Pour le PSO, cette initiative se place en droite ligne dans la poursuite de sa campagne contre l'austérité et la réduction des dépenses sociales. Nous nous félicitons de l'unité qui a été réalisée à cette occasion. On ne peut que regretter une fois encore que ni le Parti socialiste (PS), ni les syndicats bernois n'aient décidé de colancer cette initiative. Si le PS n'a même pas daigné répondre à l'invitation qui lui était faite dans ce sens, les syndicats n'ont mis que trois jours

pour prendre une décision négative. Ils préfèrent — comme le PS le fait savoir officieusement — se préparer à une initiative fédérale qu'ils lanceront peut-être cet automne et dont le contenu serait plus "radical".

Quand on sait les années qui s'écoulent entre le lancement — encore pendant — d'une initiative et la votation populaire, on constate que les primes des caisses ont encore le temps de quadrupler ! Voilà pourquoi une initiative cantonale est des plus utiles aujourd'hui et qu'elle n'est en aucune façon contradictoire avec une démarche semblable au plan fédéral. Les camarades socialistes feraient donc mieux de mettre une sourdine à leur "radicalisme" verbal, pour commencer dans l'action ne serait-ce que le dixième de ce qu'ils promettent !

François Pellaud

Service civil :

Les objecteurs resteront au trou

"Soulagement", titre le *Journal de Genève* au sujet du vote sur le service civil. La défense nationale sort "intacte" de la votation... Mais à peine connu le rejet, le conseiller fédéral Delamuraz, successeur de Chevallaz au Département militaire fédéral (DMF), s'est empressé de tempérer sa satisfaction : un succès, oui, mais "sans triomphalisme".

Il y a de quoi ! Le premier mérite de la campagne pour le service civil aura en effet été de révéler au grand jour un aspect criant de la "démocratie suisse" : on continue d'y emprisonner les objecteurs de conscience, au mépris des droits de l'homme (tant vantés quand il s'agit des pays de l'Est) et après les jugements d'exception d'une justice d'exception, la justice militaire ! Si Honnecker, Tchernenko ou Husak avaient fait de même, ces Messieurs et leurs têtes galonnées auraient crié au Goulag...

Mais l'empressement mis par Delamuraz à "calmer les esprits" vient aussi de son propre Etat-major. Partis bourgeois et officiers ont tout fait, durant la campagne, pour présenter le droit au service civil comme le début de l'écroulement de toute la défense nationale. Le vote acquis, il faut un peu tempérer toutes les têtes galonnées qui s'en sont donné à cœur joie ces dernières semaines. Car l'image de cette "défense nationale" est ressortie dans toute sa crudité — et illustre à l'envi de quoi est faite cette bourgeoisie suisse : intolérance, totalitarisme (cf. notre éditorial), mépris des droits démocratiques élémentaires,

mensonges traitant les objecteurs soit "d'ennemis intérieurs", soit de "jeunes fainéants" (le racisme anti-jeune, bien sûr, ça n'existe pas...). Et ce sont ces gens-là qui, chaque année, jugent les objecteurs et les expédient en prison.

Delamuraz met donc de l'eau dans son vin. Il va étudier un statut plus humain, du moins pour les objecteurs religieux. Mais qui jugera des motifs de conscience ? Encore une fois, les mêmes militaristes. Ça promet !

Les 36 o/o d'opposants au militarisme effréné de ces dernières semaines sont le seul espoir de poursuivre le combat. Pour le droit des objecteurs comme pour les droits démocratiques des soldats. Et contre les projets exorbitants du budget militaire. Car le Conseil fédéral a un autre sujet de satisfaction : la vignette autoroutière amènera quelques recettes. Pour les dépenses sociales, les transports publics ? Pensez donc ! C'est bon comme argument de campagne. Demain, ces millions vont soulager la frénésie militariste du DMF de Delamuraz, qui veut encore des chars et des avions de combat !

M. Thévenaz

Election au Conseil d'Etat vaudois :

La preuve par l'unité

En recueillant 32,3 o/o des voix, soit 43 425 suffrages, la candidate de l'"Entente populaire contre l'austérité (POP, PSO)", Véréna Berseth, a réalisé sans aucun doute une "très remarquable performance" (24 Heures, 27 février 1984). En effet, 32,3 o/o, c'est mieux que toute la gauche réunie aux dernières élections nationales (elle avait réalisé 30 o/o), et c'est évidemment beaucoup mieux que l'électorat traditionnel du POP et du PSO.

D'ailleurs, les résultats obtenus par Véréna Berseth dans différentes communes ou quartiers ouvriers témoignent de l'importance du soutien qu'elle a trouvé dans les milieux populaires : plus de 48 o/o à Renens, 40 o/o à Lausanne, mais avec des quartiers où elle dépasse ou frôle les 50 o/o (Cité, Malley, Montoie, Pontaise, Montriond).

La preuve est donc là : en cherchant réellement à regrouper toutes les forces de gauche derrière des objectifs clairs et visant à défendre sans compromis les intérêts des milieux populaires, il est possible de réveiller espoir et volonté de résistance chez les travailleurs.

La leçon est importante. Le succès de la candidate de l'"Entente populaire contre l'austérité (POP,

PSO)" et la dynamique unitaire qui s'est cristallisée autour de cette candidature démontrent, *a contrario*, combien une attitude d'exclusive et de sectarisme dans la gauche est négative lorsqu'il faut permettre à l'action et à l'espoir de naître parmi les salariés. Lorsqu'il faut que s'affirme la solidarité face à une droite et un patronat qui tentent de diviser les travailleurs du public et du privé, les immigrés et les Suisses, les femmes et les hommes. L'Entente bourgeoise, représentante d'une minorité, sait bien que, si elle veut régner, elle doit diviser la majorité !

Le succès de cette candidature indique également qu'il est possible de rencontrer un large écho autour de revendications clairement opposées à la politique d'austérité et de licenciements. Qu'il est donc tout à

fait "réaliste", si une volonté politique existe à gauche, de mener une véritable politique ouvrière d'opposition, contrairement à ce que prétendent les notables du Parti socialiste vaudois, favorables au maintien de leur parti au sein du Conseil fédéral et à une politique cantonale d'alliance avec la mafia radicale-libérale.

Espérons donc que ce succès de Véréna Berseth ouvrira les yeux de cette gauche vaudoise-là ! Car les échéances ne manquent malheureusement pas : chômage, menaces de licenciements massifs à HPI, bataille pour les 40 heures, lutte contre les prochaines mesures d'austérité que le Conseil d'Etat ne va pas manquer de proposer... Et comme l'a montré la candidature de Véréna Berseth, c'est en rassemblant toutes les forces de gauche, en mettant sur pied une Entente populaire contre l'austérité regroupant tous les partis de gauche, tous les syndicats, et toutes les organisations défendant les intérêts des milieux populaires que nous aurons une chance d'y faire face efficacement.

J. Scali

URSS :

Le décès, le 10 novembre 1982, de Leonid Brejnev mit probablement un terme à une période de l'histoire soviétique. La fin de son successeur et son remplacement par Constantin Tchernenko n'en ouvrent pas nécessairement une nouvelle. Que d'encre aura pourtant coulé sur le nouveau maître du Kremlin, dont chacun s'accorde à penser que le règne sera fort bref. La plupart des commentateurs occidentaux ont voulu y voir une victoire des "durs" sur les "libéraux" au sein du Politburo. Mais comment ne pas déceler dans cette analyse la volonté de justifier à l'avance les futurs développements de la stratégie impérialiste et l'intensification de la course aux armements ?

Car rien n'est plus éloigné de la réalité. S'il est un trait que confirme la nomination de Tchernenko, c'est bien la paralysie du système bureaucratique et l'approfondissement de ses contradictions. Pas plus que Andropov, le nouveau secrétaire général ne bénéficiera d'un consensus stable au sein de l'appareil et d'une légitimité profonde au sein de la classe ouvrière soviétique. Khrouchtchev avait tenté de s'appuyer sur les espoirs soulevés par les premières réformes entreprises, à la suite de l'époque stalinienne. Brejnev, lui,

Un secrétaire de transition

rassurait les bureaucrates et promettait aux masses une amélioration de leurs conditions de vie.

Le moins que l'on puisse dire, après la longue période brejnevienne et l'intermède Andropov, c'est que les résultats ne sont guère convaincants. Depuis 1975, la croissance s'est considérablement ralentie : 4,52 o/o en moyenne pour la période 1975-1979; 2,80 o/o de 1980 à 1982. La consommation populaire stagne voire régresse, notamment dans le domaine des biens alimentaires. Ce qui reflète l'infime augmentation du revenu réel par habitant depuis deux ans. Les statistiques officielles elles-mêmes annonçaient une progression de 0,1 o/o en 1982. Si l'omniprésence de l'appareil policier a, pour le moment, empêché l'expression de la classe ouvrière, on constate en revanche un recours croissant à des échappatoires individuelles ainsi que le développement massif de certains comportements : absentéisme, renforcement d'une économie et d'une société parallèles, etc.

Reste la politique internationale. Empêtrés dans la gestion de la zone d'influence que l'URSS se vit octroyer à Yalta en 1943, s'efforçant de préserver la "coexistence pacifique" avec l'impérialisme, la bureaucratie se trouve confrontée à une nouvelle donne internationale. La victoire de Reagan aux Etats-Unis a en effet marqué l'essor d'une offensive des puissances impérialistes. Et les énormes ressources consacrées à l'armement, en réponse à l'effort de guerre de Washington, grèvent lourdement l'économie soviétique. Pour desserrer l'étreinte, Andropov, comme Brejnev, s'est efforcé de relancer la détente et en donnant des gages à la Maison-Blanche. Sa passivité devant les manœuvres occidentales au Moyen Orient ou devant l'invasion de la Grenade en témoigne. Mais Moscou n'en a récolté que le renforcement du bloc adverse : développement considérable de la puissance guerrière des USA, installation des euromissiles américains en Europe, etc. Comme la politique intérieure, la diplomatie se trouve dans une impasse complète.

La phase qui s'ouvre sera celle de la transition. La bureaucratie doit tout à la fois préparer la relève à la tête du Kremlin et se doter d'une orientation cohérente dans tous les domaines. Les changements, dans les rouages intermédiaires de l'appareil, permettront peut-être, au cours des prochains mois, d'apprécier l'évolution des rapports de forces au sein de la direction.

Christian Picquet
"Rouge" no 1100, du 17 au 23 février 1984



Pologne :

L'ARMÉE EST MINÉE

Jaruzelski apprend à ses dépens cette vérité des régimes militaires aux abois : on peut tout faire avec des baïonnettes, sauf s'asseoir dessus !

En décembre 1981 les masses révolutionnaires polonaises, attelées à l'autogestion, furent prises de court. La bureaucratie faisait donner la troupe, au nom du moindre mal, contre le danger russe, pour redresser l'économie.

La répression permit au régime de gagner un temps précieux... et il n'en a rien fait. Le délabrement du pays a crû. Les travailleurs, et les plus démunis d'entre eux en paient, seuls, le prix. Dans notre dernier numéro (*La Brèche*, no 313 du 18 février 1984), nous avons publié une importante prise de position de la direction de Solidarność au sujet de la situation économique. La Commission provisoire de coordination (TKK) dresse un bilan en termes clairs : "La menace d'une dégradation historique de la Pologne est réelle. C'est contre cette menace que nous devrions tous lutter". Elle désigne les responsables : "L'économie est de nouveau dominée par les intérêts particuliers des différentes cliques de la bureaucratie centrale".

C'est dans ces conditions qu'au sein même du corps des officiers surgissent des doutes. Si la croissance justifiait la répression, comment justifier ce régime menteur ?

De nombreux officiers ont ainsi signé une "lettre ouverte à la nation". Le journal du Comité d'autodéfense sociale (KOS), édité à Varsovie, l'a publiée le 9 octobre dernier. Nous en reproduisons ci-dessous de larges extraits.

Mais la dissidence ne se limite pas au corps des officiers. L'effervescence s'étend aux soldats. *Oboz - Le Camp* (bulletin clandestin de Solidarność édité à Szczecin) nous apprend dans son numéro d'août 1983 que des conseils de soldats se sont constitués au sein de l'unité militaire 3771 de la garnison de Budowo. Ils ont rédigé une déclaration publique dont nous reproduisons également des extraits.

La lettre à la nation des officiers polonais

« Compatriotes !

Voilà plus de quarante ans naissait l'Armée populaire polonaise, alors qu'une partie des exilés polonais déportés en territoire soviétique décidaient de créer les premiers éléments de l'APP. Malgré les pertes douloureuses que nous avions subies, et tout en étant conscients qu'une partie importante de la nation avait une conception différente de la nôtre en ce qui concernait la reconstruction de la Pologne, nous avons combattu l'hitlérisme aux côtés de l'Armée rouge (...)

L'idéal des "maisons de verre" pour tous, de l'égalité sociale, de la réconciliation et de la fraternité entre les peuples, avait peu à peu rempli nos coeurs. Nous pensions que la nationalisation des usines, la réforme agraire et le pouvoir aux mains des travailleurs rendraient notre patrie riche, juste et soucieuse de tous ses citoyens. (...)

L'idéal internationaliste nous ap-

paraissait comme la continuation des traditions nationales de lutte "pour notre liberté et la vôtre". (...)

Nous avons fait confiance à nos supérieurs du Comité militaire de salut national (WRON), pour qui le seul moyen de sauver la Pologne était d'imposer l'état de guerre à la nation, d'éliminer toute opposition et de maintenir le rôle dirigeant du POUP dans l'exercice du pouvoir. (...)

Le temps a cependant montré que la petite minorité qui monopolise le pouvoir a esquivé ses responsabilités, qu'elle n'est pas parvenue à s'extirper de la fange des abus, de la stupidité et de la mauvaise volonté qui la caractérisent dans sa manière de gérer les affaires du pays. (...)

L'Armée populaire polonaise, au lieu d'être le défenseur de la patrie face à l'ennemi extérieur, est devenue le gendarme et l'opresseur de son propre peuple, dont les aspirations ont été si brutalement écrasées. (...)

Nous considérons que le peuple

polonais devrait élire le pouvoir qui lui convient dans des élections libres. (...)

Puisse cette lettre être un avertissement pour tous ceux qui, par leur cupidité, leurs intérêts égoïstes, leur bassesse, leur simple bêtise ou leur soumission servile au diktat étranger, ont mené notre patrie à la ruine et espèrent s'abriter derrière les forces armées pour rester impunis.

Varsovie, le 20 septembre 1983 »

Déclaration de conseils de soldats

« Le sentiment de solidarité et de force nous viendra des conseils de soldats clandestins que nous aurons nous-mêmes créés. Ils seront la base de la future organisation des soldats, légale et unifiée. Les conseils de soldats proclament la nécessité de l'autodéfense face à la propagande et à l'endoctrinement idéologique. L'autodéfense consiste à boycotter la presse officielle, les émissions de télévision et de radio. Elle consiste en une attitude passive pendant les cours d'instruction politique. Elle consiste à détruire les panneaux, les affiches et la propagande écrite, à saboter le colportage de la presse quotidienne, ainsi que les installations servant à la diffusion des émissions dans les casernes. (...)

La mission des conseils de soldats sera de diffuser des tracts, des brochures, des journaux édités par la presse indépendante, des informations donnant une image véritable de l'histoire et de l'actualité polonaises. Les conseils de soldats auront pour mission de diffuser par tracts les informations provenant des radios occidentales, des éditions clandestines de *Solidarité* et de leurs propres services. Les conseils de soldats auront à promouvoir leurs idées parmi les unités de l'armée et parmi les soldats récemment enrôlés. Ces derniers seront l'objet d'une attention particulière, parce que tout en étant moins imprégnés par la propagande abrutissante et tout en étant porteurs des idéaux de *Solidarité*, ils sont aussi les plus perméables à l'endoctrinement. (...)

Créez des conseils de soldats parmi les hommes dignes de confiance et mettez en oeuvre leurs objectifs ! »

Reproduit de *Oboz (Le Camp)*, numéro 4, Szczecin, août 1983

El Salvador :

“Ce qui est important, ce n'est pas de croire en Dieu, c'est que l'homme doit vivre, et que sa vie soit heureuse”

* ENTRETIEN AVEC CARLOS PALACIOS, MEMBRE D'UNE COMMUNAUTÉ DE BASE CHRÉTIENNE AU SALVADOR.

La victoire de la révolution nicaraguayenne a mis en évidence un phénomène important pour l'Amérique centrale : la participation de chrétiens, et d'une partie de l'Eglise, à la lutte du peuple contre ses oppresseurs. La formation d'une Eglise populaire au Nicaragua, la participation au gouvernement de prêtres comme Ernesto Cardenal, ministre des Affaires étrangères, en ont été la plus claire illustration.

Mais ce phénomène est loin de se limiter au Nicaragua. Dans les autres pays d'Amérique centrale également, des chrétiens sont partie prenante de la lutte des pauvres contre l'oligarchie. Et c'est le cas en particulier du Salvador. Carlos Palacios a été invité par le Comité Nicaragua-Salvador de Lausanne à venir présenter l'engagement au Salvador des communautés de base chrétiennes aux côtés des révolutionnaires et du peuple. *La Brèche* s'est entretenue avec lui.

La Brèche : Peux-tu présenter brièvement les activités des communautés de base chrétiennes au Salvador ?

Carlos Palacios : Nous divisons notre travail en trois parties. La première, c'est dans les zones sous contrôle du peuple : là, nous avons des communautés de base qui collaborent aux tâches révolutionnaires, comme l'éducation, la surveillance, la production, bref à toutes les tâches qui peuvent exister dans ces zones sous contrôle du peuple.

Ensuite les zones sous contrôle ennemi : là nos communautés chrétiennes sont dans la clandestinité. Elles ont une vie ecclésiastique et participent aussi aux tâches que la révolution leur confie.

La troisième partie de nos activités se déroule auprès des réfugiés dans les autres pays. Là, nous essayons de maintenir l'espoir du retour au pays. Les réfugiés doivent se sentir partie prenante de la révolution; ils ne doivent pas s'installer dans la situation où ils vivent.

* Quels sont les rapports entre les communautés de base chrétiennes et la hiérarchie de l'Eglise ?

— En tant qu'Eglise populaire, nous acceptons la hiérarchie, mais pas celle que nous avons. Nous acceptons la hiérarchie si elle est au service du peuple, comme Mgr Romero. C'est un évêque qui a servi le peuple; cette hiérarchie-là, nous l'acceptons. Mais les évêques qui veulent se servir du peuple, nous ne les acceptons pas.

Quelqu'un a dit en Amérique centrale, l'année passée, que l'Eglise devait être l'union des chrétiens avec les évêques. En tant que Salvadoriens, nous ne pouvons pas accepter cette position, parce qu'il y a un évêque qui est colonel dans l'armée, un autre est grand propriétaire terrien, un autre a béni les armes que les Etats-Unis ont envoyées pour massacrer le peuple... Et on pourrait continuer la liste. Ceux-là ne défendent pas les intérêts populaires. Les gens laissent un peu tomber cette habitude de croire en quelqu'un qui se dit le représentant de Dieu sur terre. Car on voit ce qu'ils font. Et le peuple est humble, mais intelligent : il dit “si vous



L'extrême-droite paramilitaire assassine Mgr Romero en mars 1980.

m'aimez, je vous aime; si vous me haïssez, je vous hais”.

* Dans le cadre de la lutte révolutionnaire du peuple salvadorien, comment se sont noués les liens entre les chrétiens et les militants qui se réclament du marxisme ?

— Au Salvador, nous avons fait une grande expérience où chrétiens et marxistes se sont rencontrés. Où tant les chrétiens que les marxistes ont dû renoncer au dogmatisme. Nous n'avons jamais discuté pour savoir s'ils croyaient en Dieu, ou si nous, nous y croyons. Parce que ce sont des choses qui nous séparent. Et il fallait que nous nous rencontrions. Quand nous nous rencontrions, c'était toujours pour analyser la situation du pays, et essayer de voir comment nous pourrions travailler ensemble. Cela n'a pas été facile. Nous avons eu d'énormes problèmes, parce que notre éducation et la leur nous avaient rendus très dogmatiques.

Nous autres, nous sommes arrivés à la conclusion que ce qui est important, ce n'est pas de croire en Dieu, mais que les hommes doivent vivre, et que ce soit une vie heureuse. Et maintenant, nous devons diviser les hommes en deux groupes : les riches et les pauvres... Et accepter la lutte de classes... Et accepter de prendre les armes. Quant à eux, les marxistes ont

appris que l'Eglise populaire est une source de révolutionnaires. Alors, ils nous acceptent, pas seulement parce que nous amenons des gens, mais parce que nous avons une pratique révolutionnaire.

* Aujourd'hui, la grande presse tente de faire croire que la guerre civile au Salvador est due à l'affrontement entre l'extrême-droite, les escadrons de la mort, d'une part, et l'extrême-gauche, les guérilleros du FMLN d'autre part. Dans ce contexte, la Démocratie-chrétienne (DC), qui serait au centre, serait la seule à défendre réellement la paix et la démocratie au Salvador. Qu'en penses-tu ?

— Nous, nous ne voyons pas trois projets. Nous n'en voyons que deux : le projet de mort qui est celui de l'oligarchie et le projet de vie qui est celui du peuple. Vous me poserez la question : quel est celui de la DC ? Nous le mettons avec le projet de l'oligarchie. Cela explique que nous soyons tant persécutés par le gouvernement.

D'ailleurs la DC n'a jamais soutenu l'Eglise populaire; elle est restée dans la hiérarchie qui veut que la base reçoive ce que les autres décident. Mais l'Eglise populaire est tout le contraire : c'est la base qui décide. Et là, nous n'allons jamais nous rencontrer avec la DC.

notes ... notes

Chili :

Militants réprimés

Le Comité Pablo Neruda de Lausanne nous a fait parvenir l'information suivante :

“Le 11 novembre 1983, un ouvrier de la construction, Sebastian Acevedo Becerra s'est immolé par le feu devant la cathédrale de Concepcion.

“C'est le moyen extrême de protestation qu'a utilisé ce père pour protester contre l'arrestation arbitraire de ses enfants Fernando Galo et Maria Candelaria détenus par la terrible et sanglante CNI (ex DINA, police politique de Pinochet) et pour demander leur libération.

“Ce sacrifice héroïque a hautement ému le peuple chilien ainsi que l'opinion publique internationale. Il n'a pas été vain car le jour même de son auto-immolation, la CNI s'est vue contrainte de libérer Maria Candelaria qui a dû être hospitalisée plusieurs jours à la suite des tortures sauvages qu'elle a subies.

“Son action a mobilisé les consciences et tout le pays derrière l'exigence de la dissolution de la sinistre CNI.

“Nous venons d'apprendre que

Maria Candelaria a de nouveau été arrêtée et que sa vie est en danger.

“Il est donc urgent de nous mobiliser et d'exiger sa libération.

“Envoyez vos lettres de protestation à : Monsieur le ministre de l'Intérieur Sergio Onofre Jarpa, Ministère de l'Intérieur, Palacio de la Moneda, Santiago de Chile.”

Par ailleurs, trois militants de la Résistance chilienne, Isidro Andrés Plana, Jorge Tapia Araya et Urbano Cordoba Hinojosa ont été arrêtés fin décembre par la police péruvienne, alors qu'ils accomplissaient des tâches pour la résistance. Ces militants sont actuellement détenus à la prison de Lurigancho (banlieue de Lima). Afin qu'ils ne soient pas transférés au Chili; qu'ils soient reconnus comme membres de la résistance chilienne et donc comme prisonniers politiques, et pour que leur peine soit commuée en extradition en France, adressez vos lettres à : Señor Fernando Belaunde Terry, Presidente de la Republica, Casa Presidencial, Lima (Peru). On peut aussi écrire à la Chambre des députés et au Sénat péruviens, pour qu'ils interviennent dans le même sens. La défense de ces militants est assumée par la Commission nationale des droits de l'homme, qui a besoin de fonds pour poursuivre

cette tâche (adresse : Conadech, M. Pablo Rojas Rojas, Jimón Horacio Urreaga 704, Jesús Maria, Lima (Peru).

Turquie :

Avec ceux de Diyarbakir

Trente mois après le putsch militaire de septembre 1980, la Turquie compte encore 70 000 détenus pour raisons politiques, selon la Fédération internationale des droits de l'homme.

Parmi ces prisonniers, nombre de Kurdes. L'un des endroits les plus tristement célèbres de leur emprisonnement se trouve à Diyarbakir (au Kurdistan turc, dans l'est de la Turquie).

Le traitement des détenus y est digne de la sauvagerie la plus moyenâgeuse. Plusieurs grèves de la faim ont été menées par les prisonniers pour protester contre leurs conditions de détention. La dernière, à fin décembre, a vu la direction de la prison assassiner et torturer lâchement six prisonniers.

Faites connaître votre soutien à ceux de Diyarbakir en écrivant des lettres de protestation à l'Ambassade de Turquie, Lombachweg 33, 3006 Berne.



“Le projet de mort qui est celui de l'oligarchie.”

AUTOUR DE "L'HOMME ET LE TEMPS"

La brèche : Comment vous est venue l'idée d'un film sur la crise horlogère ?

Alvaro : L'idée est venue à cause de la situation ici à Bienne, mais aussi parce que j'ai des amis dans l'horlogerie : je pense surtout à Paul et Catia qui ont été vidés l'un de Bulova, l'autre d'Omega. Et puis, j'ai toujours été intéressé aux minorités accablées, comme on le voit par les films que j'ai déjà tournés.

Avec ce film, j'ai cherché à donner la parole à ces gens qui n'ont pas la possibilité — dans les mass media — de parler de leur propre situation, de s'exprimer sur leur avenir.

Marie-Thérèse : Nous avons voulu fixer en images une réalité dont beaucoup ignorent l'existence en Suisse. Des chômeurs, des chômeuses surtout, qui osent dire leur humiliation et leur rage. Montrer aussi la réalité d'une région qui meurt avec l'effondrement de l'horlogerie.

Paul : Traduire en images cette réalité, c'était aussi une expérience personnelle. Nous avons laissé parler les gens et seuls des témoignages sont utilisés dans le film. Il n'y a aucune scène fictive.

*** Comment avez-vous trouvé tous les gens qui s'expriment dans votre film ?**

Catia : Moi-même chômeuse, j'ai fait l'expérience que dans les queues d'attente, les gens se mettent à raconter leur vie, leurs soucis. Je me suis toujours laissée prendre par les détails et j'en suis souvent sortie déprimée, par exemple en écoutant les femmes seules de 55-58 ans qui ne voient aucun avenir !

Alvaro : En cherchant à retracer une histoire de la montre, on est remonté aux "pères de l'horlogerie", grâce aux Musées de La Chaux-de-Fonds et du Locle, et on est revenu jusqu'aux enfants qui doivent trouver une profession dans une ville gravement touchée comme Bienne.

Paul : Dans la vie de tous les jours, parmi les travailleurs de l'horlogerie, j'ai appris à voir toute une richesse, toute une histoire de l'horlogerie à travers des gens. Cette expérience, je l'ai acquise directement dans l'entreprise, mais aussi dans l'activité syndicale ou politique. Et c'est ce qui m'a appris à les regrou-



Travailleurs d'"Unitas" à Tramelan lors de la manifestation horlogère de septembre 1982.

photo la brèche

per, à créer les conditions pour qu'ils s'expriment, par exemple dans le comité de chômeurs qu'on voit plusieurs fois dans le film et qui a été la source de beaucoup de témoignages.

Marie-Thérèse : Côté ouvriers, ils parlaient assez volontiers, malgré une gêne certaine à l'Office du Travail. Les chômeuses, elles, dévoilaient par exemple facilement les salaires qu'on leur offre (parfois la moitié du salaire précédent). Elles baissent moins la tête que l'ouvrier-chef de famille pour qui le travail a toujours été la valeur principale. Mais côté patrons, on a essuyé de nombreux refus, bien qu'on se soit annoncé pour faire un film documentaire. Un seul, pris à l'improviste, a répondu. On nous reproche d'avoir fait un tableau unilatéral, mais tous les jours la presse régionale regorge des déclarations patronales. Ce n'est qu'un modeste équilibre.

*** Vous avez intitulé votre film "L'homme et le temps (aspects de la crise horlogère)". Avez-vous renoncé à donner une explication à la crise d'une part, et de l'autre à avancer des solutions ?**

Alvaro : Oui, des aspects seulement. La crise ne s'arrête pas. Des faits s'ajoutent tous les jours et il n'y a pas de solution. Dans le meilleur des cas, on peut donner des indications, comme le fait d'ailleurs un enfant à la fin du film, en parlant de nationalisations.

Catia : Si on regarde l'histoire du capitalisme, il y a une crise tous les cinq ou dix ans. Il faut s'interroger sur le pourquoi. On produit. Puis on nous dit qu'il y a surproduction, on s'arrête; c'est la concurrence japonaise, la cause. Est-ce vrai ? Je crois que c'est plutôt le système dans son ensemble.

Marie-Thérèse : On n'a pas voulu d'un film clos; au contraire, c'est un film ouvert, une base de réflexion

sur les problèmes du chômage qui peut servir pour animer des soirées, des assemblées syndicales, pourquoi pas !

Paul : Ce qui est important pour les gens de la région, c'est qu'ils y retrouvent un miroir de la réalité. Chacun doit pouvoir sortir le meilleur des témoignages et trouver une solution.

Il y aurait beaucoup d'autres aspects à étudier, en particulier ce que signifie pour toute la région, le développement de l'horlogerie, puis sa régression.

Catia : La situation aujourd'hui à Bienne est encore pire que lorsqu'on a tourné. Dans une ville socialiste, il faut attendre d'autres mesures des autorités. A fin octobre 1983, il y avait 260 personnes qui ne trouvaient plus d'indemnités, il y en aura peut-être 600 en mars. Que vont-ils faire ? Et ceux d'Omega qui vont s'y ajouter.

*** Un tel documentaire d'une heure coûte cher. Une critique parue dans la Basler Zeitung parle de film "pauvre en moyens" mais "riche en couleurs". Comment avez-vous financé le film ?**

Alvaro : On est parti sans un sou. On a parlé de notre projet et on a reçu des aides de la Télévision romande, de la Centrale d'éducation ouvrière de l'Union syndicale suisse, des subventions de la ville de Bienne et du Centre social protestant de Moutier, et des dons de quelques particuliers. On a tout juste limité nos dépenses aux 20 000 francs ainsi récoltés. C'est bien clair que, vu ce mini-budget, personne n'a été indemnisé pour son travail.

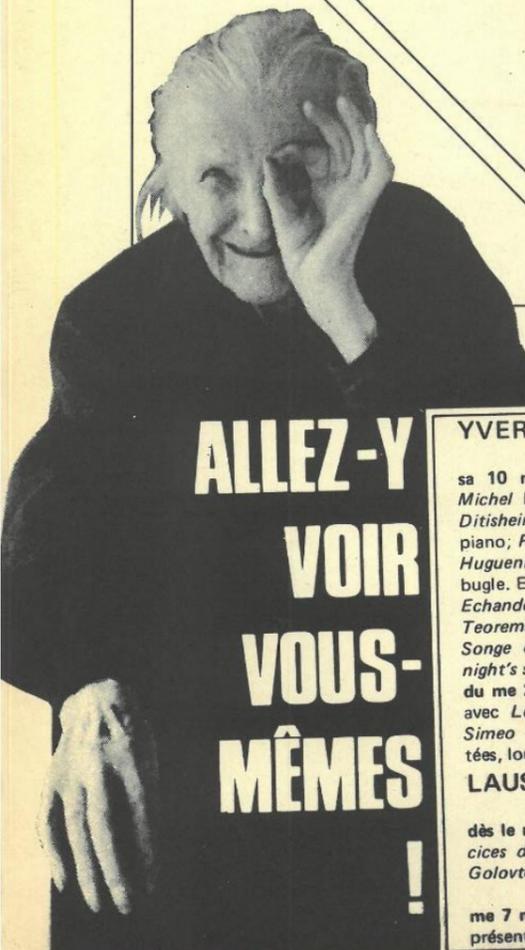
Paul : Tout le montage, la synchronisation, et tout l'aspect technique ont reposé sur les centaines d'heures de travail (de nuit presque exclusivement) d'Alvaro.

Alvaro : C'est donc bien vrai que c'est un film de pauvre, aux gens de juger s'il est "riche en couleurs".

Alvaro Bizzari est connu comme réalisateur de quatre films consacrés à l'immigration : *Il Treno del Sud* (1970), *Lo Stagionale* (1972), *Le revers de la médaille* (1974) et *Pages de la vie de l'émigration* (1977).

Avec *L'homme et le temps (aspects de la crise horlogère)* ¹, il poursuit sa description de la condition ouvrière. Cette fois, avec la collaboration de Catia Bizzari, Marie-Thérèse et Paul Sautebin, il traite de la crise horlogère, de ses effets sur une région (celle de Bienne et de l'arc horloger) et des hommes et des femmes qui la subissent. Nous avons rencontré l'équipe à l'origine du film.

1. *L'homme et le temps* est distribué par la Centrale d'éducation ouvrière de l'Union syndicale suisse.



**ALLEZ-Y
VOIR
VOUS-
MÊMES !**

YVERDON

L'Echandolle, Château d'Yverdon
sa 10 mars, 20h30 : *Patrick Lehmann Sextet*. Michel Weber, saxophone, alto baryton; Jacques Ditisheim, vibraphone, marimba; Philippe Bovet, piano; Robert Röthlisberger, contrebasse; François Huguenin, batterie; Patrick Lehmann, trompette, bugle. Entrée Fr. 12.-; ét., appr. : Fr. 8.-.
Echandolle ciné-club, ve 9 mars, 19h et 21h30 : *Teorema*, de P.P. Pasolini. ve 16, 19h et 21h30 : *Songe érotique d'une nuit d'été (A midsummer night's sex comedy)*, de Woody Allen.
du me 21 au sa 24 mars, 20h.30 : 4 soirées folles avec *Les Padygros*, dans leur nouveau spectacle *Simeo - Simeo*. Fr. 20.-. Attention, places limitées, louez à l'avance au 024 / 21 47 74.

LAUSANNE

Théâtre Boulimie, 4, Place Araud
dès le ma 20 mars, 20h45 (relâche di et lu) : *Exercices de style*, de Raymond Queneau, avec Lova Golovtchiner et les autres. Loc. : 021 / 22 97 00.
L'Octogone Théâtre de Pully
me 7 mars, 20h30 : *Le Théâtre Populaire Romand* présente *Les aventures de Pinocchio*, de Carlo

Collodi. Fr. 18.-; ét., appr. Fr. 12.-. Loc. : Service culturel Migros-Vaud 021 / 20 26 35.
sa 17 mars, 20h30 : *Claude Zaretti*. Fr. 16.-.

Théâtre de Vidy

du ma 20 au ve 30 mars : *Le Nouveau Théâtre de Poche de Genève* présente *Knock*, de Jules Romains. Loc. : 021 / 23 82 52.

Cinémathèque, Casino de Montbenon
jusqu'au 17 mars : toujours les films de Luis Buñuel. Rens. : 021 / 23 74 06.

VAUD

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES
ve 9, sa 10 mars, 20h30 : *Les cadavres ne portent pas de costard*, de Carl Reiner (USA, 1981).

Cinéma d'Oron, ORON-la-Ville
ve 16, sa 17 mars, 20h30 : *Fanny et Alexandre*, de Ingmar Bergmann (Suède, 1983). A voir.

GENÈVE

Pavillon des Sports (Stade de Champel)
sa 10, di 11 mars, 20h : *Renald*. Fr. 30.-.
Théâtre de Carouge, Atelier de Genève
jusqu'au me 28 mars, 20h15, je 19h, di 17h (relâche lu) : *Don Juan*, de Molière, mise en scène de

Séverine Bujard.

La Comédie, 6, bd des Philosophes
du ma 20 mars au sa 7 avril, 20h30 (je 19h) : *Le Sexe faible*, de Gustave Flaubert, mise en scène de Benno Besson. En 1874, cette pièce refusée par le Vaudeville et le Théâtre-Français était considérée comme "scabreuse et inconvenante". Elle ne choque plus aujourd'hui, mais reste une œuvre percutante, corrosive, dans sa critique de la "bonne société" de la fin du XIXe siècle, où les femmes étaient privées de toute autonomie. Louez à l'avance : 022 / 20 50 01.

Musée d'Ethnographie et Uni II
du me 7 au ma 13 mars : les Ateliers d'Ethnomusicologie (Salle Simon Patiño) et le Musée d'Ethnographie présentent le *Festival du film des musiques du monde*. Musée d'Ethnographie. me 7 mars, 20h30 : *Papouasie* (2 films). je 8, 20h30 : *Bengale "Le Chant des fous"*. ve 9, 20h30 : *Mozambique* (2 films). ma 13, 20h30 : *Tsiganes "Sur les traces des Tsiganes"*. Uni II. sa 10, 15h : *Cameroun et Centrafrique* (3 films). 17h : *Niger* (2 films). 20h30 : *Bali* (4 films). di 11, 17h : *Soufisme* (2 films).

Laure lérose

Horlogerie :

"NATIONALISATION" PRIVÉE ET LICENCIEMENTS PUBLICS

Il y a quelques années nous avons annoncé l'inéluctabilité de la prise en main de l'industrie horlogère par les banques et la dynamique d'intégration de la SSIH à l'ASUAG (sous la houlette d'Ebauches SA).

Tout cela s'est réalisé au cours de l'année 1983. Un nouveau tournant se négocie depuis lors dans une industrie vitale pour toute une région de la Suisse.

"Swatch" OMEGA, LONGINES...

Le plan Hayek — ce bureau d'étude zurichois qui fonctionne comme accélérateur de la concentration et de la centralisation du capital — indiquait, fin 1983, la voie. Pour tenter de sauver au mieux leur mise de fonds, les grandes banques — avant tout la SBS et l'UBS — se devaient de construire un grand groupe horloger qui fabrique et vende des montres. La première étape de la mise en œuvre de ce plan consista à "réunir" l'ASUAG et la SSIH pour former l'Industrie Horlogère Suisse (IHS). Après, tout devait commencer. Il fallait d'une part contraindre tous les fabricants à acheter des mouvements à Ebauches SA et, d'autre part, limiter le nombre de calibres, afin de jouer sur la production de grandes séries. Conclusion : des manufactures comme OMEGA et LONGINES doivent disparaître. Les noms prestigieux serviront de marque de prestige dans les mouvements d'Ebauches SA. En plus, le montage devra être automatisé. Voilà l'axe central de la politique d'Ebauches SA, d'Ernest Thomke, son führer, et de Frehner de la SBS, son mentor.

Parallèlement, il s'agira de réduire les coûts de production dans l'habillement (verres, bracelets, boîtiers), en déplaçant la production à Singapour ou à Hong Kong, en automatisant... et en licenciant. "Swatch" OMEGA, LON-

GINES, TISSOT... voilà l'orientation des banquiers et de leurs larbins. Car la SWATCH, en tant que telle, n'est pas aussi bénéfique pour l'horlogerie qu'on veut bien le dire. Le total de sa production en 1983 (environ 25 millions de francs) équivaut à 0,7 o/o du total des exportations horlogères pour la même année. Les places créées par ce "brillant succès" sont dérisoires, car, précisément, ce genre de montre est conçu pour "économiser au maximum de la main-d'œuvre" !

La respiration artificielle appliquée à l'horlogerie par les banquiers a donc un résultat : noyer une région et ses travailleuses et travailleurs.

Assez de "sacrifices", nationalisons-les !

Les banques ne font pas de sacrifices. Leur rôle prouve simplement que, durant une période de crise, elles renforcent leurs positions dans l'industrie. Le capital financier s'ehardit encore plus, les transformations de créances en capital-actions, les agios, les octrois de nouveaux crédits, tout cela ne sera pas perdu pour la SBS, l'UBS, le Crédit Suisse... si la politique industrielle réussit. Les banques ont comme projet de récupérer d'abord, d'assurer ensuite leur mise puis de sortir de l'horlogerie, en ayant le prestige de l'avoir sauvée... en liquidant quelque 25 000 emplois !

Certes, elles y ont laissé, pour l'instant, quelques millions (environ 10 o/o des bénéfices nets déclarés (!) par les trois grandes banques en 1983). Mais de l'argent, elles s'en font aussi avec l'horlogerie ! Elles vendent beaucoup d'or et d'argent à tout ce secteur des montres de grand luxe qui marche très bien. Elles fournissent de nombreux crédits commerciaux à ce même secteur, sans parler des prêts aux horlogers rentables. Elles prêtent aussi de l'argent aux entreprises qui investissent à Hong Kong ou Singapour et font des affaires : Mondaine Watch, Beltime, etc.

L'AFFAIRE DE TOUTE UNE RÉGION !

(...) Casser les manufactures c'est une affaire qui concerne toute la région. Pourquoi ?

— le chômage permanent régional va croître;

— la déqualification va s'accroître; les manufactures fournissent un terrain fertile pour la qualification; écoles techniques et manufactures se nourrissent mutuellement et la qualification professionnelle est le gisement le plus riche de la région;

— les manufactures ont un potentiel de diversification réel (dans la micro-mécanique, la robotique, la micro-électronique); casser les manufactures c'est étrangler ce potentiel;

— la population régionale va encore diminuer, avec tous les effets négatifs sur le plan fiscal, les budgets déficitaires des communes.

Une richesse énorme est donc gaspillée... pour assurer le profit des banques (qui en 1982 ont déclaré — UBS, SBS, CS — 1120 millions de bénéfices nets!). Notre région ne doit pas être réduite à l'état d'un réservoir de main-d'œuvre pour d'autres régions, ceci par le simple bon vouloir d'une clique de banquiers ! (...)

Extrait du tract du Comité unitaire de la gauche pour la défense de l'emploi dans l'arc horloger. Ce comité réunit le PSO, le PS, le PSA, le PCI, le PCE, le PCT, l'ATEES et des militants de la FTMH.

Donc la charité n'est pas ce qui fait courir les banques. Par contre, ce quarteron de banquiers décide de l'avenir d'une région et de la vie de milliers et milliers de travailleuses et travailleurs.

Il est grand temps que le mouvement ouvrier avance des propositions et une politique alternative à cette politique horlogère des banques. Il faut un nouveau statut de l'horlogerie. Il faut que les syndicats, les partis de la gauche, les autorités cantonales et communales concernées réclament à la



photo la brèche

En août 1982, première réaction face aux licenciements chez Omega.

Confédération un contrôle public sur l'horlogerie. C'est un "devoir constitutionnel", puisque, selon la Constitution, la Confédération doit assurer les conditions de l'équilibre régional !

Le capital des banques peut être réduit à 5 o/o de sa valeur, comme les banques n'ont cessé de le faire avec les actionnaires privés antérieurs. Voilà un bon exemple de capital-risque qui a pris le risque de se voir réduire à la portion congrue ! Le contrôle public, à l'encontre de la nationalisation "privée" de l'horlogerie par les banques, permettrait la constitution d'un grand groupe industriel, capable d'avoir une réelle politique de diversification et consti-

tuant la colonne vertébrale d'un développement industriel régional.

Cela est d'autant plus justifié que, comme l'indiquait une étude sur la diffusion des nouvelles technologies en Suisse, les patrons "sont des êtres qui, au fond, ne s'engagent qu'à moitié dans une évolution prometteuse, parce qu'ils ne peuvent pas s'empêcher d'être obsédés par les risques qu'ils prennent" (24 Heures, 29 novembre 1983). Que le mouvement syndical et la gauche risquent donc une bataille en faveur du contrôle public, un objectif que le PSO a sans cesse avancé et qui accroît son audience !

C.A. Udry

LES QUATRE MAUVAIS COUPS DE THOMKE

(...) Le "führer" Thomke mijote quatre autres mauvais coups.

1) Il prépare un grand coup dans le secteur de l'habillement (bracelet, boîte). Par exemple, Maeder-Leschot, à Bienne, sera la prochaine victime. L'ASUAG-SSIH va tout miser sur son entreprise "Precision Watch Case" à Singapour.

2) Il met au point des méthodes pour "swatch" la production de montres du genre TISSOT, OMEGA et, pourquoi pas, LONGINES. Il reconnaît d'ailleurs à la radio, vendredi soir 24 février, que l'effort porterait sur "la fabrication des montres d'aspect plus traditionnel avec de nouvelles technologies". Les postes de travail à l'assemblage, dans plus d'une manufacture et chez les assembleurs, vont fondre comme neige au soleil. Voilà pour quoi Thomke parle de 12 à 18 mois pour l'application des mesures qu'il discute avec la FTMH. En fait, le processus devrait démarer à plein dans neuf mois.

3) Il veut mettre au rebus des entreprises du "groupe Gamma" de l'ASUAG-SSIH. C'est le groupe qui, en partie, représente le potentiel de diversification, pourtant si nécessaire à notre région. Spécram, au Col-des-Roches, spécialisée dans la céramique industrielle de haute précision, est prête à être balancée. On verra pour la robotique d'OMEGA des mesures semblables.

4) L'automatisation sera encore plus poussée à la production de la SWATCH. C'est pour cela que des travailleuses n'ont que des contrats de trois mois. Une fois les nouvelles lignes de montage mises au point... la feuille de licenciement sera distribuée.

Que faire ? Le Journal du Jura écrit : "Les partenaires qui œuvrent dans le plus grand secret se sont donné trois semaines pour trouver une solution." (23 février 1983)

Pourquoi ce secret ? Quel travailleur peut-il croire que les patrons travaillent, eux, dans le secret les uns envers les autres ? Ils s'organisent, s'informent en permanence. Pourquoi seuls les représentants des travailleurs ne pourraient pas informer leurs collègues de travail ?

Donc un "partenaire" fait ce qu'il veut et l'autre est condamné au silence ! Absurde, injuste, immoral, manque de respect pour les droits démocratiques élémentaires !

A OMEGA, LONGINES et ailleurs si c'est nécessaire, il faut une "commission d'information et de mobilisation". Elle pourrait appuyer les délégués syndicaux dans les négociations et pourrait informer, à chaque fois, les travailleuses et travailleurs de la solution qui est mijotée par les patrons. Par exemple, c'est un scandale que Thomke s'arroge le droit de choisir des représentants des travailleurs, refusant certains d'entre eux lors des négociations. Les syndicats peuvent-ils choisir les représentants patronaux ? Evidemment non ! Ce sont ces méthodes qu'il faut repousser.

Pour le faire, il faut organiser l'appui dans les entreprises aux délégués des travailleurs, aux syndicalistes.

Car, enfin, rien ne nous dit que toutes les mesures prises par Thomke ne vont pas aboutir à une catastrophe pour l'horlogerie, pour la diversification possible de cette branche et pour la région.

Il faut défendre pas à pas la revendication de la FTMH : "Maintenir les emplois là où ils sont, défendre les manufactures". Pour cela, il faut nous organiser, selon nos droits, afin de ne pas être conduits où le veut le "führer" Thomke !

Extraits du tract du PSO distribué le lundi 27 février dans les entreprises de la région horlogère



Manifestation pour l'emploi dans la région horlogère en septembre 1982 à Bienne.

photo la brèche